

CULTURES STRATÉGIQUES
**Plus de 22.000
hectares réservés
à l'investissement
dans le sud**

P 2

LUTTE CONTRE LES VULNÉRABILITÉS ET LA CONSÉCRATION
DE L'ÉQUITÉ SOCIALE

D'importants acquis réalisés

D'importants acquis ont été réalisés au cours de la période 2019-2023 dans le domaine de la lutte contre les vulnérabilités et de la consécration de l'équité sociale. En effet, cette période a été marquée par une série d'actions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales et de soutien aux personnes vulnérables, à travers notamment des mesures de revalorisation des salaires, des pensions et allocations de retraite, des programmes ciblant des catégories spécifiques et les familles démunies, ainsi que l'intégration économique de la femme. P 3



3^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE
AFRICAINNE DES START-UP

**Plus de 25.000
participants attendus à
Alger début décembre
prochain**



Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises organisera la 3^{ème} édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger.

P 2

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
ET INCENDIES DE FORÊTS

**Une approche intégrée
et innovante recommandée**

En Algérie, la lutte contre les incendies de forêts est devenue une préoccupation cruciale en raison de leur intensité croissante, exacerbée par le réchauffement climatique. Face à une situation de plus en plus alarmante, avec des hectares de verdure anéantis chaque année, le pays se trouve à un tournant décisif.

P 5

MODERNISATION DU MARCHÉ
DE LA DETTE PUBLIQUE

**Une importance capitale
pour l'essor économique
du pays**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, avant-hier à Alger, une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor. Dans son allocution, le ministre a rappelé que «la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays».

P 5

BAD

**Prévision d'un PIB
en hausse de 4 % en 2024
et 3,7% en 2025** P 2

PÉTROLE

**La consommation
mondiale poursuit sa
hausse au 2^e trimestre** P 5

PÊCHE

**Campagne d'évaluation
des ressources
halieutiques démersales
pour l'année 2024** P 2

CULTURES STRATÉGIQUES

Plus de 22.000 hectares réservés à l'investissement dans le sud

Par S R.

Une superficie globale totalisant 22.508 hectares de terres utiles à l'agriculture, a été réservée à l'investissement dans les cultures stratégiques dans le Sud du pays. L'annonce a été faite, avant-hier depuis la wilaya de Nâama, par le Directeur général des terres agricoles (ONTA) Mohamed Ameziane Laanasri. Il a souligné que cette superficie a été annoncée au niveau de la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles, s'étalant du 10 juillet dernier au 4 août en cours, et comprend 37 périmètres à travers les wilayas de Ghardaïa, Nâama, Djanet, Illizi, Djelfa et El Menia. En marge d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya, consacrée au comité technique de l'examen des dossiers des demandeurs du foncier destiné à l'investissement agricole à Nâama, le même responsable, le même responsable a précisé que «conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation et à la modernisation du secteur agricole, et conformément à la circulaire ministérielle N 21-432 modifiée et complétée, les demandes d'obtention des terrains d'investissement agricole est soumise via la plateforme numérique, qui sont suivies d'une étude des dossiers sur le terrain dans les wilayas choisies par l'investisseur, une opération permettant de sélectionner les investisseurs sérieux et de faciliter l'obtention des terres agricoles en toute transparence et dans des délais courts, tout en réduisant les charges administratives». Laanasri a souligné que les nouvelles mesures d'obtention du foncier destiné à l'investissement agricole impose à ceux désirant bénéficier du foncier agricole destiné à l'investissement et le développement des cultures stratégiques, qui ont postulé au niveau de la plateforme numérique, de garantir l'autofinancement de leurs projets avant de présenter des demandes de bénéficier du crédit bancaire, alors que les autorités publiques prennent en charge leur accompagnement concernant l'électricité, la fourniture des ressources en eau, l'ouverture des pistes et autres. La réunion du comité technique précité, composé de représentants des secteurs des services agricoles, du cadastre, de la conservation foncière, des domaines publiques et des ressources en eau, et sous la supervision de l'Inspection générale de l'Office national des terres agricoles, intervient dans le cadre de l'entame des procédures liées à l'étude et à la sélection des dossiers de candidature, via la plateforme numérique. Le même comité a étudié les dossiers de cinq candidats investisseurs qui ont soumis leurs dossiers à la plateforme numérique pour obtenir des contrats de concession pour l'exploitation d'une superficie totale de 1.630 hectares répartis à travers trois communes de la wilaya de Nâama, a-t-on ajouté.

3^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Plus de 25.000 participants attendus à Alger début décembre prochain

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises organisera la 3ème édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger.

Synthèse Selma R.

Placée sous le thème «Réimaginer l'Afrique par l'intelligence artificielle», cette conférence, la «plus grande» de son genre en Afrique, indique le ministère dans un communiqué, vise à réaffirmer l'importance de l'innovation et des technologies avancées dans la relance du développement socioéconomique du continent. Cet évènement verra la participation de plus de 25.000 participants parmi les entrepreneurs, innovateurs et investisseurs, ainsi que 45 ministres africains chargés des domaines de l'innovation et des start-up, s'érigeant en «rassemblement de premier plan» dans le continent. La 3ème édition de la Conférence vise à évaluer la mise en œuvre de la feuille de route et de la charte adoptées lors des éditions précédentes, et à élaborer une nouvelle feuille de route pour le développement de l'intelligence artificielle en Afrique. Elle prévoit également des sommets et des ateliers spécialisés, regroupant des experts,

des investisseurs et des entrepreneurs pour échanger des idées et des expertises, et renforcer les capacités de réussite des start-up. Au menu de cette Conférence figurent plusieurs activités dont le Sommet africain du capital-risque qui offrira une plateforme de rencontre entre investisseurs et porteurs de projets innovants pour examiner les opportunités de financement et de collaboration, ainsi que des panels sur les défis et les opportunités liés au développement de l'intelligence artificielle en Afrique et la manière de transformer les idées innovantes en résultats concrets à même de contribuer au développement durable. La 3ème édition de la conférence accueillera une grande exposition dédiée aux nouvelles technologies et dernières innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui permettra aux participants de découvrir de nouveaux produits et solutions, et d'interagir avec les entreprises pionnières dans ce domaine. Le ministère a souligné dans son communiqué que cet événement sera "une occasion unique"

de rassembler des personnalités économiques et intellectuelles éminentes du monde entier partageant le même objectif, celui de promouvoir l'innovation et le développement en Afrique. Il a affirmé, dans ce sens, que la Conférence constituera le "point de départ" de nouvelles initiatives visant à soutenir les jeunes et les innovateurs en Afrique, pour les aider à transformer leurs idées en projets réussis et contribuer à construire un avenir plus prospère pour le continent. Depuis sa première édition en 2022, «la Conférence africaine des startups est devenue une plateforme vitale pour l'échange d'expériences et d'idées et un espace commun entre les différents pays africains pour renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation», ajoute le communiqué. Les précédentes éditions de cette Conférence ont connu un «grand succès», en contribuant à l'établissement de partenariats stratégiques et au développement de programmes innovants visant à soutenir les start-up en Afrique.

GESTION DES BIENS CONFISQUÉS

Le groupe AGM récupère l'unité de matériel agricole à Tlemcen

Le Groupe public de l'industrie mécanique (algerian group of mechanics-AGM), a indiqué mardi dans un communiqué, avoir procédé, dans le cadre de l'opération de récupération des biens et avoirs confisqués par des décisions judiciaires définitives, à la récupération

de l'unité de matériel agricole (Agro-Industrie), établie dans la wilaya de Tlemcen. L'opération a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre et de l'application des instructions des autorités suprêmes du pays, relatives aux biens et avoirs confisqués par des décisions judi-

ciaires définitives, et conformément aux instructions du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, lors de la réunion qu'il a tenue avec les responsables des groupes industriels le 8 août dernier, explique la même source. Elle a eu lieu en présence de la partie

destinataire, représentée par le directeur général du Groupe AGM, accompagné du Président du conseil d'administration de l'entreprise nationale de construction de matériels agricoles (CMA), ainsi que le directeur régional des biens de l'Etat de la wilaya de Tlemcen.

RAPPORT PAYS 2024 DU GROUPE DE LA BAD

Prévision d'un PIB en hausse de 4 % en 2024 et 3,7% en 2025

Synthèse Slimane T.

La reprise économique se conforte en Algérie et le produit intérieur brut qui a augmenté de 3,6 % en 2022 et de 4,2 % en 2023, devrait être de 4,0 % en 2024 et 3,7 % en 2025, selon le Rapport pays 2024 du Groupe de la Banque africaine de développement qui sera officiellement présenté à la mi-septembre à Alger. Selon le rapport, la croissance économique de l'Algérie est soutenue par les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. L'évolution de l'emploi montre une migration vers le secteur des services au détriment de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, souligne le rapport qui indique que la structure du PIB n'a cependant pas fondamentalement changé et le pays devrait approfondir les réformes pour accélérer la transformation struc-

turelle de son économie. « La réforme de l'architecture financière mondiale constitue une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner le développement d'autres pays d'Afrique dans leur programme de développement », a déclaré M. Lassaad Lachaal, responsable-pays de la Banque africaine de développement pour l'Algérie. La réforme de l'architecture financière internationale peut constituer une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner les programmes de développement d'autres pays en Afrique, précise le rapport. L'Algérie a rejoint en 2023, le groupe de donateurs qui contribuent au cycle de financement du Fonds africain de développement, au titre du FAD-16. Le pays qui a par ailleurs alloué une enveloppe d'un milliard de dollars pour financer des projets de développement en Afrique, aura toutefois besoin de res-

sources supplémentaires pour soutenir les actions en faveur de la préservation du climat et les initiatives de croissance verte. À court terme, les ressources financières additionnelles pour la transformation structurelle de l'Algérie pourraient provenir d'une amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et d'un renforcement de la soutenabilité des finances publiques, souligne le document. Le rapport destiné à approfondir le dialogue politique sur les performances et les perspectives macroéconomiques et à servir d'outil indispensable aux décideurs politiques, aux gouvernements et aux partenaires de développement, sera officiellement présenté aux responsables gouvernements, au secteur privé, aux partenaires techniques et financiers, aux chercheurs et universitaires, ainsi qu'aux médias à la mi-septembre 2024, au siège local de la Banque à Alger.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LUTTE CONTRE LES VULNÉRABILITÉS ET LA CONSÉCRATION DE L'ÉQUITÉ SOCIALE

D'importants acquis réalisés

D'importants acquis ont été réalisés au cours de la période 2019-2023 dans le domaine de la lutte contre les vulnérabilités et de la consécration de l'équité sociale. En effet, cette période a été marqué par une série d'actions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales et de soutien aux personnes vulnérables, à travers notamment des mesures de revalorisation des salaires, des pensions et allocations de retraite, des programmes ciblant des catégories spécifiques et les familles démunies, ainsi que l'intégration économique de la femme.

Par Selma R.

Ces acquis ont été, en effet, mis en avant par le CNESE dans dernier rapport intitulé «Développement social et humain, principales réalisations et enjeux». La mise en œuvre d'un plan de développement massive des zones défavorisées a également amélioré les conditions de vie des citoyens en fournissant des services de base tels que l'électricité, le gaz, l'eau, les routes, les écoles et les services de santé de proximité, a précisé le même document. Dans le cadre du désenclavement des zones défavorisées, le recensement effectué a permis d'identifier 12.561 zones d'ombre, situées dans 1361 communes, regroupant un total de 6,8 millions de personnes. Ces régions ont bénéficié de 29.541 projets de développement d'un budget de 453 milliards DA, permettant le raccordement à l'eau potable de 585.000 foyers, au réseau d'assainissement pour plus de 300.000 foyers et à l'électricité pour plus de 100.000 foyers et l'installation de 8000 panneaux solaires, tandis que plus de 200.000 foyers ont bénéficié du gaz naturel, souligne le Cnese dans son rapport, en mettant en

avant les mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix en particulier en faveur des plus vulnérables, dont la hausse en 2020 du SNMG de 18.000 DA à 20.000 DA par mois.

Augmentation des salaires des fonctionnaires

L'Etat a procédé aussi à l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 4.500 DA à 8.500 DA en fonction des catégories effectuée en deux étapes, la première à partir du 1er janvier 2023, tandis que la deuxième intervenait en début 2024, a noté le rapport. Il a été également procédé à la revalorisation des pensions et allocations de retraite à partir du 1er mai 2023, de 3 à 5% selon les niveaux des pensions, a rappelé le rapport tout en évoquant la révision de la loi relative à la retraite, avec l'introduction de nouvelles dispositions telle que le montant annuel de la pension de retraite qui ne peut être inférieur au montant annuel du SNMG et l'allocation de retraite pour les travailleurs d'au moins 60 ans ayant validé au moins 5 ans ou 20 trimestres. Parmi les autres acquis, le CNESE

a cité l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) augmentée de 10.000 à 12 000 DA/mois pour les handicapés d'incapacité de 100% ayant plus de 18 ans sans ressource, de 3000 à 7000 DA/mois pour les handicapés de moins 18 ans, ainsi que les familles ayant à charge des handicapés. Les bénéficiaires de l'AFS a augmenté de 11% atteignant 1.034.410 en 2023, contre 930.008 en 2019, selon le rapport. L'autre mesure phare prise par le chef de l'Etat durant cette période, c'est l'instauration en 2022 d'une allocation chômage de 13.000 DA, avant d'être relevée à 15.000 DA/mois, en janvier 2023, en faveur des chômeurs âgés de 19 à 40 ans pour subvenir à leurs besoins de base durant cette période. Ces décisions ont été accompagnées par la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes dans le cadre d'actions sociales de solidarité nationale au profit des catégories spécifiques, a soutenu le CNESE.

27 257 femmes ont bénéficié de microcrédits

Abordant le programme d'appui à l'adhésion de la femme à la production nationale, le CNESE a re-

levé des «avancées notables » précisant que 27.257 femmes ont bénéficié de microcrédits, 27.549 femmes ont eu accès à la formation professionnelle et 137.849 femmes artisanes qui ont créé 84.993 emplois à travers 1272 communes. En matière d'emploi, le rapport a fait état d'une offre de 439.508 postes à travers l'Agence nationale de l'emploi (Anem) en 2023, contre 379.051 en 2021, en hausse de 15,9%, outre l'intégration de plus de 554.000 bénéficiaires du programme d'insertion des diplômés (PID) au 31 janvier 2023, dont 320.000 pour le seul dispositif DAIP, intégrés dans les administrations et entreprises publiques. En parallèle, des mesures ont été prises pour la mise en place d'un écosystème favorable à la création des startups, en encourageant l'entrepreneuriat des étudiants, soutenu par le redéploiement des organismes de soutien à l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les résultats des actions entreprises ont abouti à l'amélioration du taux de couverture sociale dépassant les 77% au niveau national pour 30,2 millions de bénéficiaires en 2023, au sein des systèmes salariés et non-salariés.

MODERNISATION DU MARCHÉ DE LA DETTE PUBLIQUE

Une importance capitale pour l'essor économique du pays

Synthèse S.T.

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, avant-hier à Alger, une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor. Dans son allocution, le ministre a rappelé que «la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays». Cela permettra, ajoute-t-il, de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du marché financier. En plus des avantages d'efficacité et d'efficience qu'elle apportera à l'ensemble des intervenants du marché (les opérateurs, les superviseurs ainsi que les intermédiaires), la modernisation du marché «contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes». La plateforme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, «Plat TRESOR-X», en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'Etat.

Les intervenants sur la Plat TRESOR-X sont la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du marché, les Spécialistes des valeurs du trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Algérie Clearing. Les interventions sur la plateforme s'effectuent en temps réel pour l'adjudication ainsi que les négociations à la vente et achat des titres sur le marché secondaire. La plateforme Plat TRESOR- X, a permis au Trésor public de mobiliser des montants significatifs sur le marché primaire et de faciliter les transactions sur le marché secondaire, selon le communiqué du ministère des Finances, précisant que les montants mobilisés et transigés sur cette plateforme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2.673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023. La nouvelle plateforme cible, dont les fonctionnalités ont été présentées lors de cette séance, vise à renforcer davantage l'interconnexion entre les différents intervenants du marché, à accélérer et sécuriser les opérations, et à fournir des outils d'analyse et de gestion avancés. Elle permettra, également, de créer et d'actualiser automatiquement les décaissements prévisionnels, de calculer automatiquement tous les tableaux d'amortissement et d'enregistrer les tirages réels, les placements réels et les opérations du service de la dette. Elle produira une grande variété d'états de

sorties standard et personnalisés, notamment des états pour la validation, le contrôle et les bulletins statistiques, ce qui servira de référence pour effectuer une analyse du portefeuille de la dette pour l'élaboration des stratégies d'endettement. Cette plateforme intégrale, conforme aux standards internationaux, sera capable d'évoluer avec le développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché. Lors de son intervention, le ministre des Finances a souligné «l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés». Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'Etat, en mobilisant davantage de ressources. Aussi, il a appelé à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation. Faid a insisté également sur l'importance de la vulgarisation des activités du marché des valeurs du Trésor et des mécanismes de financement du budget de l'Etat, afin de mieux informer les parties prenantes sur les enjeux et les opportunités liés à la modernisation du marché, selon le communiqué du ministère.

PÊCHE

Campagne d'évaluation des ressources halieutiques démersales pour l'année 2024

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a donné, mardi au port d'Alger, le coup d'envoi de la campagne d'évaluation des ressources halieutiques démersales le long des côtes algériennes pour l'année en cours, intitulée "ALDEM 2024", visant à étudier et à suivre le stock des ressources biologiques marines sur les côtes nationales. Le ministre a précisé que cette campagne, menée par le navire scientifique "Grine Belkacem", s'étalera sur 30 jours au large de la mer, avec la participation d'un staff composé de 13 chercheurs spécialisés en sciences de la mer, relevant du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), et ce pour étudier plus de 40 espèces halieutiques à travers près de 80 opérations de pêche à l'aide de chaluts, sur une profondeur entre 20 et 800 mètres. Cette opération vise à évaluer le stock de ressources biologiques et à actualiser les cartes d'existence et de répartition des ressources halieutiques démersales à grande valeur marchande, a ajouté le ministre, relevant qu'elle permettra également aux chercheurs de comprendre les composants démographiques des ressources biologiques marines et leur répartition dans les différentes zones de pêche, ainsi que de connaître le stock biologique de poissons, crustacés et mollusques existant dans les eaux nationales.

Les résultats de ce travail, qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de recherche scientifique du secteur, permettront de formuler des recommandations scientifiques pour une meilleure gestion, protection et préservation des ressources animales marines, a souligné M. Badani. Les résultats attendus, selon le ministre, comprennent principalement le calcul des indicateurs d'abondance des poissons démersaux ciblés en fonction de la zone géographique et de la profondeur, la fourniture d'informations sur les données de température de l'eau et de salinité, la collecte d'observations nécessaires sur les mammifères marins, ainsi que l'estimation qualitative et quantitative des déchets totaux. En outre, cette campagne constituera une occasion pour mener d'autres recherches sur les "causes du manque notable observé par les pêcheurs ces derniers mois concernant les quantités de petits poissons pélagiques, notamment la sardine, ce qui a impacté son prix", a expliqué le ministre soulignant que ce "manque a également été enregistré dans certains pays voisins". Relevant que les résultats de cette opération seront annoncés lors d'une journée d'étude organisée par le ministère avec la participation des secteurs concernés pour présenter des recommandations qui seront mises en œuvre pour la préservation de la richesse halieutique, le ministre a indiqué que cette campagne sera suivie d'une autre visant à explorer de nouvelles zones pour les opérations de pêche.

R.E.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or en baisse

Le prix de l'or a baissé mardi, après des hausses enregistrées en début de semaine. Les acteurs du marché attendent des données clés sur l'inflation américaine qui pourraient fournir de plus amples informations sur la prochaine décision politique de la Réserve fédérale concernant les taux d'intérêt. Le cours de l'or au comptant était en baisse de 0,4% à 2.463,59 dollars l'once, après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 2 août en début de séance. Les prix avaient augmenté de plus de 1% lors de la séance précédente. Les contrats à terme sur l'or américain étaient établis à 2.503,40 dollars. Les traders attendent les chiffres des prix à la production américains de juillet, attendus plus tard dans la journée, et les chiffres des prix à la consommation (IPC) mercredi pour évaluer la probabilité de baisses de taux d'intérêt. Selon l'outil FedWatch du CME, les marchés estiment qu'il y a environ 50 % de chances que les taux baissent de 50 points de base en septembre. Un environnement de taux d'intérêt bas tend à renforcer l'attrait des métaux précieux non productifs. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 0,8% à 27,78 dollars l'once, le platine a progressé de 0,1% à 937,31 dollars et le palladium a perdu 0,2% à 917,76 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

45 morts et 2038 blessés en une semaine

Quarante-cinq (45) personnes sont décédées et 2038 autres ont été blessées dans 1611 accidents de la route survenus durant la période du 4 au 10 août à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem où 6 personnes sont mortes et 77 autres ont été blessées, suite à 65 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2107 incendies urbains, industriels et divers, dont les plus importants à Alger, Blida et Constantine. En outre, 5360 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 428 personnes en situation de danger et l'exécution de 4686 opérations diverses d'assistance.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ALI MAHMANE LAMINE ZEINE, PREMIER MINISTRE NIGÉRIEN

«Nous avons décidé de donner du tonus à la coopération Algéro-nigérienne»

Le Premier ministre nigérien, ministre de l'Economie et des Finances, Ali Mahmane Lamine Zeine, a affirmé lundi à Alger, la volonté de son pays d'accélérer la mise en œuvre des projets communs avec l'Algérie. "Nous avons décidé de donner du tonus à la coopération Algéro-nigérienne, et en cela, nous ferons en sorte que nos projets communs soient très rapidement mis en route, pour leur réalisation au

profit des deux pays", a déclaré à la presse le Premier ministre nigérien après avoir été reçu par le président du Conseil de la Nation, M.Salah Goudjil. Saluant l'ampleur des relations historiques entre les deux pays depuis leurs indépendances, le Premier ministre a souligné que "l'amitié, la fraternité et le bon voisinage, sont les trois valeurs essentielles partagées par l'Algérie et le Niger".

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de membres du Conseil de la Nation et de la délégation accompagnant le Premier ministre nigérien. Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, avait entamé dimanche soir une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle.

MONNAIES

Le dollar et l'euro reculent face à la livre

Le dollar et l'euro ont reculé mardi face à la livre, la monnaie britannique s'est renforcée de plus belle suite à la publication du dernier rapport sur le marché de l'emploi au Royaume-Uni tempérant les attentes de baisses de taux de la Banque d'Angleterre (BoE). La livre sterling prenait 0,24% face au billet vert, à 1,2801 dollar, et gagnait 0,30% face à l'euro, à 85,33 pence pour un euro. La devise britannique s'inscrivait ainsi en hausse pour la cinquième

séance consécutive face au dollar. La livre a été renforcée par "la publication du dernier rapport sur le marché du travail britannique, qui a incité les acteurs du marché à réduire les attentes de réduction des taux de la Banque d'Angleterre à court terme", commentent des analystes. Le taux de chômage a reculé au Royaume-Uni sur les trois mois terminés en juin, à 4,2% contre 4,4% pour les trois mois courant jusqu'à mai, et la croissance des salaires a ralenti, a indi-

qué mardi l'office britannique des statistiques ONS. La progression annuelle dans les rémunérations moyennes des employés hors bonus a atteint 5,4% entre avril et juin, contre 5,8% pour les trois mois achevés en mai. Des analystes estiment que ce ralentissement n'est toutefois "pas suffisant pour encourager les attentes selon lesquelles la BoE procédera à des réductions successives de taux en septembre".

IN GUEZZAM

Ouverture d'une nouvelle agence du Crédit populaire d'Algérie

Une nouvelle agence du Crédit populaire d'Algérie (CPA) a été ouverte mardi dans la wilaya d'In Guezzam, à l'extrême Sud du pays, en présence des autorités locales et des cadres de cet établissement financier. L'inauguration de cette nouvelle agence qui porte le code "381" s'inscrit dans le cadre de l'extension du réseau des agences du Crédit populaire d'Algérie à travers les différentes régions du pays, à l'effet de rapprocher ses structures du citoyen et assurer ses prestations bancaires, ainsi que pour accompagner les investisseurs de la région dans la concrétisation de leurs projets, ont indiqué des responsables de la banque. La nouvelle structure bancaire du CPA sise à la cité 50 logements dans la ville d'In Guezzam, proposera ainsi une panoplie de produits bancaires à ses clients, toutes catégories confondues (les professionnels, les entreprises, etc), a-t-

on expliqué. A cette occasion, le wali d'In Guezzam, Fayçal Amrouche, a souligné l'importance de l'ouverture de

cet établissement bancaire qui permettra d'assurer des services bancaires au profit des citoyens de la région, et

accompagnera les efforts de l'investissement et du développement local dans cette wilaya frontalière.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعة الاستهلاك ليوم 13 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2024

المنتجات	اسعار التجزئة ¹ دج / كـلـغ	أسعار التفاصيل ² DA / Kg		المنتجات
		أدنى Minimum	أعلى Maximum	
خضروات طازجة	البطاطا	68	108	88
	المطاطم	53	76	65
	البصل الجاف	36	49	42
	الثوم الجاف	291	406	349
	الجزر	62	78	70
	لفت	94	119	106
	الفلفل الاخضر	86	109	98
	الفلفل الحار	96	125	110
	الكوسه	71	91	81
	الفاصولياء الخضراء	186	230	208
	الخس	82	106	94
	التفاح المحلي	302	498	400
فاكهة طازجة	التمر	434	675	555
	البطيخ الاصفر	91	115	103
	البطيخ الاحمر	68	90	79
	للوز	375	402	388
	لحم البقر المحلي	1646	1928	1787
المنتجات ذات الأصل الحيواني	الدجاج	470	498	484
	البيض (وحدة)	16	18	17
	حليب البقر (لتر)	87	98	93
	لحم البقر المحلي	1646	1928	1787

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET INCENDIES DE FORÊTS

Une approche intégrée et innovante recommandée

En Algérie, la lutte contre les incendies de forêts est devenue une préoccupation cruciale en raison de leur intensité croissante, exacerbée par le réchauffement climatique. Face à une situation de plus en plus alarmante, avec des hectares de verdure anéantis chaque année, le pays se trouve à un tournant décisif. Le Professeur Abdelkrim Chalghoum, Président du Club algérien des risques majeurs, et M. Said Fritas, Directeur adjoint chargé de la protection du patrimoine forestier à la Direction Générale des Forêts, soulignent la nécessité d'une révision approfondie des stratégies de gestion des incendies. Ils plaident pour une approche intégrée et innovante, incluant une meilleure coordination institutionnelle, une participation citoyenne renforcée, et une réorganisation des mesures préventives et réactives face aux défis posés par le réchauffement climatique.

Par Mourad A.

Dans leurs interventions respectives sur les ondes de la radio nationale, le Pr Abdelkrim Chalghoum, invité de l'émission « L'Invité de la rédaction » de la chaîne III, et M. Said Fritas, invité de la « Chaîne I », offrent une perspective éclairante sur la situation alarmante des incendies de forêts en Algérie. Ils mettent en lumière l'intensification de ces incendies, exacerbée par le réchauffement climatique, entraînant chaque année la destruction de milliers d'hectares de forêts. Depuis 1998, l'Algérie perd entre 30 000 et 40 000 hectares de végétation chaque année, avec des pertes particulièrement graves en 2021 et 2022, atteignant respectivement 150 000 et 90 000 hectares. Le réchauffement climatique amplifie les risques, rendant la gestion des incendies encore plus complexe. M. Fritas souligne que les incendies récents ont détruit des centaines d'hectares de forêts et de terres agricoles. Malgré les efforts considérables des équipes de lutte, certaines zones nécessitent encore un refroidissement et une surveillance continue. Les interventions sont soutenues par des moyens matériels et humains

provenant de diverses régions, et des unités sont envoyées depuis les zones non touchées pour soutenir celles en crise. Le Pr Chalghoum insiste sur l'importance d'une approche proactive pour la prévention des incendies, plaçant pour une cartographie multirisque des zones à risque. Il souligne que l'application rigoureuse des mesures préventives, telles que le débroussaillage et la création de tranchées anti-feu, pourrait réduire significativement le risque d'incendie. Cependant, il critique le manque de cartographie intégrée et la coordination insuffisante entre les différentes institutions impliquées dans la gestion des risques, appelant à une réorganisation institutionnelle et à la création d'un organisme national de gestion des crises. Fritas confirme que la lutte contre les incendies a été intensifiée dès février avec la mise en place d'une commission nationale et l'activation d'un dispositif opérationnel en mai. Il note que la coordination avec l'Office national de météorologie pour surveiller les conditions climatiques est cruciale pour la gestion des incendies, en prenant en compte des facteurs tels que la vitesse du vent, la température et l'humidité.

La sensibilisation et la participation citoyenne jouent un rôle essentiel dans la prévention des incendies. Les efforts du gouvernement incluent des programmes de sensibilisation pour encourager les citoyens à signaler les dangers et à participer activement à la protection des forêts. Chalghoum cite l'exemple de la Californie, où des dispositifs préventifs tels que des tranchées pare-feu et des campagnes de débroussaillage impliquent fortement les citoyens pour assurer leur propre sécurité. Il regrette que des propositions pour des formations spécialisées en gestion des risques majeurs aient été ignorées, soulignant le besoin urgent de développer ces compétences au niveau universitaire. En somme, alors que les autorités algériennes continuent de faire face à des incendies de plus en plus dévastateurs, Chalghoum et Fritas appellent à une approche intégrée et renforcée pour la prévention et la gestion des risques. Ils plaident pour une meilleure coordination institutionnelle, une mobilisation accrue des citoyens, et une révision des stratégies pour faire face aux défis posés par le réchauffement climatique, tout en restant vigilants quant à la possibilité de restaurer les zones forestières perdues.

SUITE À LA BAISSÉ DES EXPÉDITIONS ALGÉRIENNES EN 2024

Les exportations totales arabes de GNL impactées

Par Mourad A.

En juillet dernier, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) des pays arabes ont enregistré une légère baisse de 0,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des expéditions algériennes, malgré une hausse notable des exportations dans trois autres pays. Selon les données de la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie, Attaqa.net, le volume total des exportations de GNL des quatre pays arabes concernés est passé de 9,43 millions de tonnes en juillet 2023 à 9,35 millions de tonnes en juillet 2024. En juillet 2024, l'Algérie a enregistré une baisse importante de ses exportations de GNL, passant de 1,04 million de tonnes en juillet 2023 à seulement 0,71 million de tonnes un an plus tard. Cette diminution de 32 % représente non seulement la plus faible performance de l'Algérie au cours des deux dernières années, mais elle place également le pays dans une situation délicate parmi les autres grands exportateurs arabes de GNL. Pendant que l'Algérie subissait cette contraction, d'autres pays comme le Qatar, Oman et les Émirats Arabes Unis ont

connu des augmentations dans leurs volumes d'exportations pour la même période, accentuant ainsi la pression sur l'économie algérienne. La baisse observée en juillet 2024 s'inscrit dans une tendance générale de déclin tout au long de l'année. En effet, sur les sept premiers mois de 2024, l'Algérie a exporté un total de 6,96 millions de tonnes de GNL, contre 7,34 millions de tonnes pour la même période en 2023. Cette réduction continue reflète non seulement des défis internes, tels que des problèmes de production ou des perturbations dans les infrastructures, mais aussi des pressions externes, y compris une concurrence accrue et des fluctuations dans la demande mondiale. Ce ralentissement en 2024 contraste fortement avec la dynamique observée dans d'autres pays arabes exportateurs de GNL. Le Qatar, par exemple, a non seulement maintenu sa position de leader mondial en juillet 2024, mais a aussi réussi à surpasser les États-Unis, malgré les perturbations causées par des événements climatiques tels que l'ouragan Beryl. Oman, quant à lui, a enregistré une croissance constante de ses exportations, atteignant un total de 7,15 millions de tonnes entre janvier et juillet 2024, contre 6,52 millions

de tonnes durant la même période l'année précédente. Les Émirats Arabes Unis, bien que plus modestes en termes de volume, ont également affiché une progression notable, atteignant 0,45 million de tonnes en juillet 2024 contre 0,32 million de tonnes en juillet 2023. Cette situation globale montre une légère contraction des exportations de GNL des pays arabes, avec une diminution de 0,8 % en juillet 2024 par rapport à juillet 2023. Cette baisse, bien que modeste, est principalement attribuable à la chute des exportations algériennes. Le volume total des exportations de GNL des pays arabes est ainsi passé de 9,43 millions de tonnes en juillet 2023 à 9,35 millions de tonnes en juillet 2024. Cette tendance négative met en lumière les défis croissants auxquels l'Algérie doit faire face dans un marché mondial de plus en plus compétitif, où chaque fluctuation dans les exportations peut avoir des répercussions significatives sur l'économie nationale. Pour l'Algérie, cette période difficile pourrait nécessiter des révisions stratégiques, notamment en termes d'investissements dans les infrastructures, de diversification des marchés et d'amélioration des capacités de production, pour espérer retrouver une place plus stable et compétitive dans les années à venir.

PÉTROLE

La consommation mondiale poursuit sa hausse au 2^e trimestre

La consommation mondiale de pétrole a continué d'augmenter au deuxième trimestre 2024, mais à un rythme moindre que l'an passé, en raison essentiellement du ralentissement de la construction et de l'industrie en Chine, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel. "La demande mondiale devrait croître de moins de 1 million de barils par jour en 2024 et en 2025", soit au-dessous de la tendance de croissance d'avant la pandémie, prévoit l'AIE, qui a ainsi maintenu quasi inchangées ses prévisions de juillet. Au total pour l'année 2024, l'AIE prévoit une consommation mondiale de 103,06 millions de barils par jour, contre 102,09 mbj en 2023 et 100,6 mbj en 2019. Par continent, l'Europe est le seul continent où la consommation de produits pétroliers devrait baisser en 2024, à 14,1 millions de barils par jour contre 14,25 mbj l'an passé et 15,1 mbj en 2019, avant la pandémie, selon l'AIE. Les Amériques devraient consommer 31,5 millions de barils par jour contre 31,4 en 2023 et la consommation de l'Asie-Pacifique devrait augmenter à 38,9 millions de barils par jour en 2024 contre 38,1 en 2023. Dans le détail, si la consommation globale de la Chine devrait continuer d'augmenter en 2024 (à 16,8 millions de barils par jour contre 16,5 en 2023), l'AIE note un ralentissement en juin sur le gasoil et le naphta, "produits associés à l'industrie et à la construction". Dans le reste du monde, en Afrique, la consommation de pétrole tout produits confondus devrait s'élever à 4,4 millions de barils par jour cette année contre 4,3 l'an passé. Au Moyen-Orient, elle devrait s'élever à 9,09 millions de barils par jour contre 9,05 en 2023. R E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars mardi à Londres

Les cours du pétrole fléchissaient mardi après une légère révision à la baisse des prévisions de croissance de la demande dans un rapport de l'Opep, tempéré par le risque géopolitique. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 0,34% à 82,02 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, cédait 0,41%, à 78,14 dollars. "Les estimations de la demande de pétrole ont été révisées à la baisse" dans le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), soulignent des analystes. "Les prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2024 sont légèrement diminuées quelque 135.000 barils par jour" a indiqué lundi l'organisation dans son rapport sur le marché pétrolier, principalement en raison des incertitudes qui touchent l'économie chinoise. L'Opep table désormais sur une demande de 104,32 millions de barils par jour (mbj) pour 2024, et de 106,11 mbj pour 2025. Les analystes rappellent cependant que le risque géopolitique, notamment "la situation au Moyen-Orient", reste au cœur des préoccupations des investisseurs.

EL-OUED

**Plus de 68.000
foyers des localités
enclavées raccordés
au réseau du gaz**

Plus de 68.000 foyers des zones enclavées, relevant de 11 communes de la wilaya d'El-Oued, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Intervenant en application des directives des pouvoirs publics portant sur le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz naturel des régions éloignées, l'opération a donné lieu à la réalisation, à la faveur de 47 opérations, de 370 km de réseaux de transport et de distribution de basse tension, a indiqué le chargé de la communication, Habib Meslem. Près de 21.000 foyers des communes d'El-Magrane, Sidi-Aoun, Trifaoui, Hassani-Abdelkrim, Debila et Taleb-Larbi, ont été raccordés, entre le dernier trimestre de l'année dernière et le premier de l'année en cours, au réseau de gaz naturel, a-t-il fait savoir. Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel a atteint cette année 75%, soit 10% de plus que celui de l'an dernier, a affirmé le wali d'El-Oued, Said Akhruf. Les travaux se poursuivent pour raccorder, avant la fin de l'année en cours, les trois communes restantes, à savoir Hassi-Khe-lifa, Douar El-Ma et Benguecha, sur les 22 collectivités que compte la wilaya, a assuré le chef de l'exécutif de wilaya.

DJANET

**Commercialisation
de 60 quintaux de
viandes blanches au
prix de 295 DA/Kg**

Une quantité de 60 quintaux de viandes blanches (poulet) a été commercialisée dans la wilaya de Djanet au prix de 295 DA/Kg, depuis le début de l'opération jeudi dernier, a-t-on appris lundi de la direction locale du commerce et de la promotion des exportations (DCPE). Organisée au niveau du point de vente relevant de la société des abattoirs de l'Est situé dans le quartier de Tin-Khetma au chef-lieu de la wilaya de Djanet, la commercialisation du poulet se poursuivra dans les prochaines semaines afin de répondre aux besoins des consommateurs sur le marché local, a précisé le directeur du secteur, Mohamed Lamine Matiate. Cette opération vise à réguler le marché et les prix, ainsi qu'à atteindre l'équilibre entre l'offre et la demande, tout en contribuant à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, a-t-il ajouté. Mettant en avant le rôle des brigades de contrôle mobilisées par la DCPE pour le suivi quotidien de la qualité de viandes blanches destinées à être mises en vente, le même responsable a souligné que ses services veillent au bon déroulement de l'opération en coordination avec la direction des services agricoles (DSA). L'initiative a été largement saluée par les citoyens qui ont exprimé leur satisfaction quant à la commercialisation de ce produit alimentaire proposé aux consommateurs à un prix raisonnable.

DJELFA

**Le label «projet innovant»
pour 7 projets de recherche**

Sept (7) projets de recherche de l'Université Ziane Achour de Djelfa ont obtenu le label "projet innovant" dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel N-1275 (un diplôme, une startup/un diplôme, un Brevet), a-t-on appris lundi de l'incubateur d'entreprises de cet établissement universitaire.

Selon le responsable de l'incubateur, Tarik Hezerchi, ces projets ont obtenu le label "projet innovant" durant l'année universitaire 2023/2024, pour leurs travaux innovants dans nombre de domaines scientifiques et techniques fondés sur les technologies modernes. Le responsable a cité parmi ces projets, celui portant sur l'appareil de la maison intelligente, exploitant un système numérique de contrôle à distance de nombre d'appareils technologiques. Un autre projet détenteur du label "pro-

jet innovant" est relatif au développement d'un dispositif de soins pour les nouveau-nés, parallèlement à l'amélioration du suivi des bébés prématurés en couveuse grâce à l'exploitation de nouvelles technologies innovantes. Le 3e projet porte sur le développement d'un système intelligent de détection des incendies, dans la cadre de l'accompagnement des efforts des pouvoirs publics visant la lutte contre ce phénomène qui menace le couvert végétal et cause d'importants dégâts. A noter que l'incubateur

d'entreprises de l'université de Djelfa a organisé durant l'année universitaire écoulée, plusieurs sessions de formation et d'instruction pour informer les étudiants et les chercheurs sur les opportunités d'obtention d'un label "projet innovant" à travers la réalisation d'un projet de recherche réalisable au plan technique, et de nature à contribuer au développement des capacités et stratégies publiques, tout en répondant aux besoins du marché du travail.

AIN DEFLA

Plus de 600.000 qx de céréales récoltés cette année

Une récolte de plus de 600.000 quintaux de céréales a été réalisée cette saison dans la wilaya d'Ain Defla, dépassant largement les prévisions du secteur agricole, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Les services agricoles ont enregistré une production céréalière de plus de 600.000 quintaux, au titre de la campagne 2023/2024, "dépassant

largement l'objectif qui a été fixé et qui était de 500.000 qx", a indiqué à l'APS, M'hamed Makrachi, le premier responsable du secteur par intérim. Il a ajouté qu'un rendement de pointe de près de 60 qx à l'hectare a été réalisé, notamment dans les périmètres ayant bénéficié d'irrigation d'appoint durant toute la campagne agricole. Le DSA par intérim a fait savoir que la superficie céréalière récol-

tée cette année était de près de 30.000 hectares sur les 73.000 hectares emblavés, expliquant que cette situation est due principalement aux épisodes caniculaires enregistrés fin avril dernier et qui ont impacté une importante superficie dans la wilaya. Le même responsable a souligné que la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a collecté depuis le début de la campagne moisson-

battage plus de 470.000 quintaux, tandis que les prévisions du secteur étaient fixées à 450.000 qx de la production. Plusieurs projets de réalisation des silos de stockage des céréales sont prévus à travers la wilaya, à l'instar d'un complexe d'une capacité de 1 million de qx à Boumedfaa, un silo de 200.000 qx à El Attaf et 11 autres complexes de 50.000 qx, a-t-on souligné.

BOUIRA

**Plus de 55 agressions d'ouvrages électriques
enregistrés depuis le début de l'année**

Plus de 55 cas d'agressions sur les ouvrages électriques ont été enregistrés depuis le début de l'année 2024 à Bouira, selon les statistiques communiquées lundi par les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (relevant du groupe Sonelgaz). Les agressions sur les ouvrages électriques sont dues essentiellement à des travaux qui se font "sans l'aval des services concernés, et qui portent un sérieux préjudice financier à la société et des désagréments à plus de 57.500 abonnés suite aux coupures récurrentes d'électricité", a déploré le directeur de distribution,

Khaled Messaoudi, dans une déclaration à l'APS. Un montant de l'ordre de 32 millions de DA a été dégagé pour effectuer les réparations nécessaires afin de rétablir le courant électrique dans les zones touchées par ces agressions, a souligné le même responsable. "Ces agressions fragilisent le réseau électrique et réduisent sérieusement la durée de vie des ouvrages", a-t-il mis en garde, en précisant que le nombre d'agressions signalées depuis le début de l'année constitue 42% des incidents électriques signalés auprès de la direction de distribution. Outre les mesures coercitives appli-

quées par les services de la Sonelgaz consistant à déposer des plaintes contre les agresseurs, des campagnes de sensibilisation sont menées avec les opérateurs et entreprises intervenant sur le terrain à proximité des réseaux énergétiques, a noté M. Messaoudi. "Les entreprises et opérateurs intervenant sur le terrain sont appelés à se rapprocher de nos services pour les accompagner dans leurs travaux en mettant à leur disposition les plans identifiant les emplacements des ouvrages et réseaux électriques et gaziers", a insisté le directeur de distribution.

EL BAYADH

**Plus de 40 nouvelles spécialités ouvertes pour la
session d'octobre de la formation professionnelle**

La direction de l'Emploi et de Formation professionnels de la wilaya d'El Bayadh a réservé 47 nouvelles spécialités au titre de la rentrée du secteur, prévue le mois d'octobre prochain, a-t-on appris de son directeur, Abderrezak Goudjil. Le même responsable a indiqué à l'APS que ces spécialités s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à élargir les offres de formation et d'emploi en faveur des jeunes et à répondre aux besoins des demandes du marché local de l'emploi. Il a précisé que ces nouvelles offres de formation concernent, notamment, les spécialités en lien avec les mines, les carrières, l'électronique, l'énergie, les nouvelles techniques d'irrigation, la communication, ainsi que l'industrie de l'impression, l'anima-

tion et la gestion du tourisme, le numérique, l'intelligence artificielle et le e-commerce. Ainsi, à la faveur de ces nouvelles offres, le secteur de la Formation professionnelle dispose, désormais, de 200 spécialités, a fait observer le directeur de l'Emploi et de Formation professionnels de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest. Par ailleurs, en prévision de la session d'octobre, près de 5.300 places pédagogiques sont proposées aux stagiaires et aux apprentis répartis à travers les différents modes de formation dispensés au niveau des divers établissements du secteur, a-t-on indiqué de même source. Il convient de souligner que les inscriptions, entamées récemment, se déroulent via la plateforme "Mihnati" jusqu'au 28 septembre

prochain. D'autre part, en prévision de cette échéance, le secteur a lancé une campagne de sensibilisation destinée à vulgariser auprès des jeunes de la région les offres et les opportunités de formation, et ce, à travers des portes ouvertes organisées dans les différents centres et annexes du secteur. A noter que le secteur de la formation professionnelle compte, dans la wilaya d'El Bayadh, 26 établissements, dont 10 centres de formation professionnelle (CFPA), deux instituts nationaux spécialisés (INSFP), 14 annexes, outre des sections déléguées réparties à travers les zones rurales de la wilaya. Le secteur a enregistré, à la clôture de l'année de formation 2023-2024, la sortie de 2.500 diplômés, rappelle-t-on.

GUERRE

Les États-Unis et la Chine vont-ils prendre en compte les leçons du XX^e siècle ?

3^e partie et fin

En plein été, et alors que l'Europe présente un bon niveau de stockage de gaz pour se préparer à l'hiver, les prix de cet hydrocarbure connaissent une forte hausse sur les bourses d'échange. En cause, notamment : l'offensive de l'Ukraine en Russie, toujours en cours, intervient près d'un nœud de transit crucial pour le gaz russe. Mais ce n'est pas la seule raison, et d'autres incidents pourraient venir aggraver la situation.

Par RODD ARNE WESTAD (*)

Tout porte à croire que la Chine élabore des plans militaires pour envahir un jour Taïwan, provoquant ainsi une guerre entre la Chine et les États-Unis, tout comme le plan Schlieffen a contribué à déclencher une guerre entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

UN NOUVEAU SCÉNARIO

Les similarités saisissantes entre cette période et le début du vingtième siècle, qui a connu le désastre ultime, laissent présager un avenir sombre marqué par la montée en puissance des affrontements. Mais le conflit peut être évité. Si les États-Unis veulent empêcher une guerre, ils doivent convaincre les dirigeants chinois que leur volonté n'est pas d'entraver les progrès économique de la Chine. Le pays est gigantesque. Il est doté d'industries qui n'ont rien à envier à celles des États-Unis. Mais comme l'Allemagne de 1900, il compte aussi des régions pauvres et sous-développées. Que ce soit par leurs paroles ou par leurs actes, les États-Unis ne sauraient redire aux Chinois ce que les Allemands entendaient de la part des Britanniques il y a un siècle : si seulement vous arrêtiez votre croissance, il n'y aurait pas de problème. Cependant, les industries chinoises ne peuvent pas continuer à se développer sans restriction aux dépens de tous les autres. La mesure la plus judicieuse que la Chine pourrait prendre en matière de commerce serait d'accepter de réglementer ses exportations de manière à ne pas empêcher les industries nationales d'autres pays d'être compétitives dans des domaines importants tels que les véhicules électriques, les panneaux solaires et d'autres équipements nécessaires à la décarbonation. Si la Chine continue d'inonder les autres marchés avec ses versions bon marché de ces produits, de nombreux pays, y compris ceux qui ne sont pas particulièrement concernés par la croissance chinoise, chercheront unilatéralement à réduire l'accès des produits chinois à leur marché. Les guerres commerciales débridées ne sont dans l'intérêt de personne. Les pays imposent de plus en plus de droits de douane sur les importations et limitent les échanges et les mouvements de capitaux. Mais si cette ten-

dance devait se transformer en un déluge de droits de douane, le monde se retrouverait en difficulté, tant sur le plan économique que politique. Comble de l'ironie, la Chine et les États-Unis seraient probablement tous deux les grands perdants si les politiques protectionnistes se généralisaient. Comme le soulignait en 1903 une fédération commerciale allemande, les avantages nationaux des politiques protectionnistes « ne serviraient à rien au regard du préjudice incalculable qu'une telle guerre tarifaire provoquerait pour les intérêts économiques des deux pays ». Les guerres commerciales ont également contribué de manière significative au déclenchement d'une guerre proprement dite en 1914. Endiguer les guerres commerciales est un début, mais Pékin et Washington devraient également s'efforcer de mettre fin ou du moins maîtriser les guerres ouvertes susceptibles de déclencher une conflagration beaucoup plus importante. Dans le cadre d'une rivalité intense entre grandes puissances, même les conflits mineurs peuvent aisément avoir des conséquences désastreuses, comme l'a montré la période qui a précédé la Première Guerre mondiale. Prenons, par exemple, l'actuelle guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les offensives et contre-offensives de l'année dernière n'ont pas beaucoup modifié les lignes de front ; les pays occidentaux espèrent parvenir enfin à un cessez-le-feu en Ukraine aux meilleures conditions grâce à la bravoure des Ukrainiens et aux armes occidentales. Actuellement, la victoire des Ukrainiens consisterait à repousser l'offensive russe initiale de 2022 et à obtenir des garanties qui mettraient fin aux massacres d'Ukrainiens, accéléreraient l'adhésion du pays à l'UE et permettraient à Kiev de bénéficier du soutien de l'Occident en cas de violation du cessez-le-feu par les Russes. Nombreux sont ceux qui, dans le camp occidental, espèrent que la Chine pourra jouer un rôle moteur dans ces négociations, puisque Pékin a insisté sur le « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays ». Il serait bon que la Chine se souvienne que l'une des principales erreurs commises par l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale a été de rester les bras croisés pendant que l'Autriche-Hongrie harcelait ses voisins dans les Balkans, alors même que les dirigeants allemands en appelaient aux grands prin-

cipes de la justice internationale. Ce comportement hypocrite a contribué au déclenchement de la guerre en 1914. À l'heure actuelle, la Chine reproduit cette erreur dans sa façon de faire avec la Russie. Bien que la guerre en Ukraine soit actuellement la source des tensions les plus vives, c'est Taïwan qui pourrait devenir les Balkans des années 2020. Tant la Chine que les États-Unis semblent marcher comme des somnambules vers une confrontation entre les deux rives du détroit, à un moment ou à un autre de la prochaine décennie. Un nombre croissant d'experts chinois en politique étrangère estiment désormais qu'une guerre au sujet de Taïwan est plus que probable, et les responsables politiques américains se demandent quelle est la meilleure façon de venir en aide à l'île. Ce qui est particulièrement frappant concernant la situation à Taïwan, c'est qu'il est clair pour toutes les parties concernées – à l'exception, peut-être, des Taïwanais qui tiennent plus que tout à accéder à une indépendance en bonne et due forme – que seul un compromis éventuel peut permettre d'éviter un désastre. Dans le communiqué de Shanghai de 1972, les États-Unis ont reconnu qu'il n'y avait qu'une seule Chine et que Taïwan en faisait partie. Pékin a déclaré à plusieurs reprises vouloir parvenir à une réunification pacifique avec Taïwan. Une réaffirmation de ces principes à ce jour contribuerait à la prévention d'un conflit : Washington pourrait déclarer que, quelles que soient les circonstances, le gouvernement ne soutiendra pas l'indépendance de Taïwan, et Pékin pourrait déclarer que le gouvernement n'utilisera pas la force à moins que Taïwan ne prenne officiellement des mesures pour devenir indépendant. Un tel compromis ne ferait pas disparaître tous les problèmes liés à Taïwan. Mais il rendrait beaucoup moins probable une guerre entre grandes puissances à propos de Taïwan. Il est essentiel de maîtriser la confrontation économique et les foyers potentiels de tensions régionales pour éviter que ne se reproduise le scénario germano-britannique, mais la recrudescence de l'hostilité entre la Chine et les États-Unis confère également un caractère d'urgence à de nombreuses autres questions. Les initiatives en matière de contrôle des armes et de gestion des autres conflits, tels que celui qui oppose les Israéliens et les Palesti-

niens, font cruellement défaut. Des signes de respect mutuel sont indispensables. Lorsqu'en 1972, les dirigeants soviétiques et américains se sont mis d'accord sur un ensemble de « principes fondamentaux des relations entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques », la déclaration commune s'est soldée par un résultat pratiquement nul. Mais elle a instauré un minimum de confiance entre les deux parties et a contribué à convaincre le dirigeant soviétique Leonid Brejnev que les Américains ne lui voulaient pas de mal. Si Xi, comme Brejnev, a l'intention de rester dirigeant à vie, c'est un investissement qui vaut la peine d'être envisagé. La montée des tensions entre grandes puissances induit également la nécessité de maintenir une dissuasion crédible. Un mythe persistant veut que les systèmes d'alliance aient conduit à la guerre en 1914 et qu'un réseau de traités de défense mutuelle ait piégé les gouvernements dans un conflit qu'il était devenu impossible d'endiguer. En réalité, ce qui a rendu la guerre quasiment inévitable après le début des mobilisations des puissances européennes en juillet 1914, c'est l'espoir malavisé de l'Allemagne de voir la Grande-Bretagne ne pas venir, après tout, à l'aide de ses amis et alliés. Pour les États-Unis, il est essentiel de ne pas donner matière à de telles erreurs au cours de la décennie à venir. Ils doivent concentrer leur puissance militaire dans la région indo-pacifique et en faire une force de dissuasion efficace contre l'agression chinoise. Ils devraient également redonner de la vigueur à l'OTAN, l'Europe étant appelée à assumer une part beaucoup plus importante du fardeau de sa propre défense. Les dirigeants peuvent tirer des leçons du passé, en positif comme en négatif, sur ce qu'il faut faire et ne pas faire. Mais ils doivent d'abord retenir les grands enseignements, et le plus important d'entre eux est d'éviter les guerres atroces qui anéantissent les réalisations de générations entières.

(*) Titulaire de la chaire Elihu d'histoire et d'affaires mondiales à l'université de Yale et coauteur, avec Chen Jian, de l'ouvrage à paraître *The Great Transformation : China's Road From Revolution to Reform*.

Source : Foreign Affairs, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

SÉNÉGAL/MAURITANIE

95 % de taux d'exécution pour le projet gazier GTA

En mai, les parties prenantes du projet gazier GTA ont accueilli, la plateforme flottante devant assurer les opérations de production et de stockage du gaz (FPSO) extrait de ce site énergétique stratégique pour les économies du Sénégal et de la Mauritanie.

Le projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) devrait entrer en phase opérationnelle d'ici la fin de cette année. C'est ce que suggère une information relayée jeudi 25 juillet indiquant l'achèvement de l'unité flottante de production et de stockage du gaz (FPSO) du projet GTA à hauteur de 95 %.

« Nous nous approchons progressivement et régulièrement de la première expédition de gaz et nous attendons plus que jamais cet événement », a notamment déclaré Nani Ould Chrougha, le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie dans la foulée d'une descente sur le site de production en compagnie Birame Souleye Diop, son homologue du Sénégal. Lors de cette visite notamment marquée par la visite du FPSO du projet GTA, réceptionné par les parties en mai dernier, les autorités ministérielles ont souligné la perspective que représente ce développement pour les économies de leurs pays respectifs. Selon les projections du Fonds monétaire international, l'exploitation et la monétisation de ces ressources énergétiques devraient jouer un rôle clé dans la croissance économique des deux pays frontaliers en 2024 et en 2025.

Pour rappel, le projet GTA, opéré par BP en partenariat avec Kosmos Energy et Petrosen, devrait favoriser la production annuelle de quelque 2,3 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) chaque année pendant 20 ans, via l'exploitation d'un potentiel gazier évalué à plus de 15 000 milliards de pieds cubes.

ARABIE SAOUDITE

Lancement d'une plate-forme numérique pour dynamiser la croissance du secteur du divertissement

Les principaux services de divertissement, notamment les licences pour les installations, la gestion des talents et les certifications pour la gestion des foules, sont désormais accessibles sur la nouvelle plateforme numérique de l'Arabie saoudite.

Lancée par l'Autorité générale du divertissement, l'initiative est disponible sur la plateforme numérique du Saudi Business Center et vise à rationaliser les processus pour les entrepreneurs et les entreprises, afin de stimuler l'activité commerciale et l'investissement dans le secteur, selon un post sur X.

La première phase, qui a débuté le 11 août, se concentre sur les services essentiels qui aideront les entreprises à fonctionner efficacement et à s'adapter à l'évolution du paysage du divertissement dans le Royaume.

La GEA prévoit d'étendre les offres de la plateforme, avec des licences supplémentaires et des mécanismes de soutien qui seront introduits dans les phases futures.

Cette approche progressive souligne l'engagement de la GEA à soutenir le secteur du divertissement, une composante essentielle des objectifs de diversification économique de Saudi Vision 2030, a rapporté l'Agence de presse saoudienne.

En intégrant les services du Saudi Business Center, l'autorité cherche à simplifier les procédures pour les investisseurs et à renforcer la collaboration avec les secteurs public et privé.

L'autorité délivre des licences pour les centres de divertissement, les installations, la vente de billets, la gestion des talents, l'organisation des foules et divers événements et spectacles de divertissement.

La GEA a constaté une augmentation significative du nombre de visiteurs et des activités de délivrance de licences au cours du deuxième trimestre de cette année.

Plus de 16 millions de visiteurs ont assisté à divers événements, ce qui représente une augmentation de 130 % par rapport aux 7 millions de visiteurs enregistrés au cours de la même période en 2023. L'activité de délivrance de licences a également connu une augmentation de 7,3 %, avec 1 529 licences délivrées contre 1 425 au cours du deuxième trimestre de l'année dernière.

La majorité des nouvelles licences concernaient des spectacles vivants dans des restaurants et des cafés (523 au total). Viennent ensuite 433 licences pour des événements de divertissement, 322 pour des spectacles de divertissement, 93 pour des villes de divertissement et 60 pour la gestion des foules.

De plus, le nombre de destinations de divertissement autorisées a atteint 97 au deuxième trimestre 2024.

CHAMBRE DE QATAR

Appel à la promotion de la culture entrepreneuriale et de l'innovation chez les jeunes

La Chambre de Qatar a appelé, lors d'un atelier organisé en coopération avec le Club des Jeunes Entrepreneurs relevant du ministère des Sports et de la Jeunesse, à la promotion de la culture entrepreneuriale et de l'innovation chez les jeunes. Cet atelier avait pour thème "L'entrepreneuriat dans le domaine de la santé".

Au cours de l'atelier, Dr Ibrahim Khalid Al Sulaiti, le président du Club des Jeunes Entrepreneurs, a mis l'accent sur l'importance de l'esprit entrepreneurial et de l'adoption de projets entrepreneuriaux non conventionnels et avancés dans le domaine de la santé et du sport pour gagner en popularité. Il a également précisé que

Le secteur du divertissement en Arabie saoudite a connu une croissance significative ces dernières années, grâce à l'augmentation des investissements du gouvernement et à la demande croissante d'options de divertissement locales et internationales.

En 2024, le marché saoudien du divertissement et de l'amusement devrait être évalué à environ 2,55 milliards de dollars, et devrait atteindre 4,20 milliards de dollars d'ici 2029, soit un taux de croissance annuel composé de 10,44 %, selon la société mondiale d'édition, de recherche et de conseil Oxford Business Group, basée à Londres.

D'ici 2030, le secteur du divertissement au sens large devrait atteindre un montant estimé à 1,17 milliard de dollars, soit un taux de croissance annuel de 47,65 %.

Cette croissance est alimentée par un nombre croissant de projets de divertissement, y compris des développements majeurs tels que la ville de divertissement Qiddiya à Riyad.

Ces initiatives font de l'Arabie saoudite un centre de divertissement de premier plan dans la région, attirant d'importants investissements locaux et internationaux.

TUNISIE

Un financement de 92,3 millions d'euros approuvé par la BAD

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 92,3 millions d'euros en faveur de la Tunisie pour mettre en œuvre le Programme d'appui à la compétitivité des entreprises et à l'autonomisation de la population par la création d'emplois (CAP Emplois).

Selon la BAD, ce financement est composé, d'un prêt de 90 millions d'euros de la Banque et d'un don de quelque 2,3 millions d'euros provenant du fonds fiduciaire We-Fi (« Women Entrepreneurs Finance Initiative ») au titre de l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes entrepreneurs au financement (AFAWA, acronyme en anglais).

Le programme CAP Emplois, conçu par le ministère tunisien de l'Emploi et de la Formation professionnelle avec l'appui de la Banque, sera déployé sur quatre ans à partir de novembre 2024. Il a pour objectif de renforcer la création d'emplois pour améliorer les conditions de vie de la population et promouvoir l'inclusion économique à travers l'entrepreneuriat et le développement des compétences. Il s'agit de favoriser la création de nouvelles entreprises, la croissance et la

formalisation des entreprises existantes, et un meilleur accès à des emplois de qualité pour les jeunes et les femmes.

« Les résultats du profil entrepreneurial de la Tunisie (une enquête réalisée par la Banque) montrent que les entrepreneurs potentiels et établis ont un grand potentiel en termes de création d'emplois, mais qu'ils font face à des contraintes structurelles qui affectent la réalisation de leur projet d'investissement, la productivité de leur entreprise et son potentiel de croissance. Ce projet contribue à la réponse à ces facteurs », a noté Malinne Bloomberg, la directrice générale adjointe de la BAD pour l'Afrique du Nord et responsable-pays pour la Tunisie.

Parmi les contraintes qui freinent le développement des entrepreneurs tunisiens figurent notamment le niveau d'éducation, des problèmes d'accès au marché, en particulier pour les entreprises informelles. Les contraintes sont aussi liées aux difficultés à recruter des employés ayant les compétences nécessaires, un accès insuffisant à des services d'accompagnement et l'accès au financement. Le programme CAP Emplois a été conçu pour réduire ces contraintes à travers

trois grands axes d'intervention. Premièrement, la formation complémentaire d'insertion (FCI) vise à transmettre aux jeunes et aux femmes en quête d'emploi, les compétences nécessaires pour accéder à des emplois salariés, notamment dans les très petites et moyennes entreprises (TPME) de leur région. Deuxièmement, l'appui à l'entrepreneuriat, Souk At Tanmia 2.0, a pour objectif d'étendre l'accès à des services d'accompagnement adaptés aux besoins de différentes cibles, notamment les femmes ; il vise aussi à faciliter l'accès au financement de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et à développer la formalisation des entreprises en réduisant les charges sociales et en appuyant les entrepreneurs dans la gestion et la productivité de leur entreprise. Troisièmement, le développement des capacités institutionnelles afin de maximiser l'impact des différentes interventions et de faciliter la conception et la mise en place de réformes pour améliorer le cadre réglementaire de l'entrepreneuriat. « Selon les prévisions économiques du gouvernement tunisien, le programme pourrait contribuer à la création de 118 900 emplois formels, dont 76 600 directs et 42 300 indi-

rects », ajoute la BAD dans un communiqué publié le 12 août.

Sur la question spécifique du genre, le programme CAP Emplois, contribuera à l'amélioration des indicateurs d'emploi pour les femmes par le développement des compétences et l'appui à l'entrepreneuriat féminin. Cela comprend l'organisation de formations et l'insertion professionnelle pour au moins 50 % de femmes, la création, la formalisation et le financement d'au moins 45 % d'entreprises portées par des femmes. Le don du fonds We-Fi au titre de l'initiative AFAWA allègera les frais d'initiation de prêt destinés aux entreprises féminines et permettra d'augmenter la part de femmes entrepreneures bénéficiaires de 35 % à 45 %.

« Ce programme consolide notre engagement en Tunisie en matière de promotion de l'emploi en intégrant les enseignements tirés de l'initiative Souk At-Tanmia, et les innovations opérationnelles développées par la plateforme EInA. Il poursuit les objectifs suivants : lever les contraintes liées au passage à l'échelle et à la soutenabilité financière et générer un effet de levier sur l'investissement privé », a précisé Mme Bloomberg.

REPRÉSENTATION DE L'AFRIQUE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie plaide pour redresser le tort historique infligé au Continent

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a réitéré, lundi à New York, la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, de la voix africaine, appelant à la nécessité de redresser le tort historique infligé au continent qui manque d'une représentation efficiente au Conseil.

Magramane s'exprimait lors de sa participation à un débat de haut niveau au Conseil de sécurité de l'ONU intitulé "Redresser le tort historique et renforcer la représentation efficiente de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies", présidé par le président de la République de Sierra Leone, M. Julius Maada Bio, en sa qualité de président du Conseil de sécurité pour le mois d'août 2024. A l'entame de son allocution, M. Magramane a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que ses meilleurs vœux de succès pour ce débat, à son homologue sierra-léonais, coordonnateur du Comité des dix de l'Union africaine (C10), sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. M. Magramane a présenté une analyse de la conjoncture régionale et internationale, lourde de défis et de risques menaçant la paix et la sécurité internationales, face à "une paralysie quasi totale du Conseil de sécurité de l'ONU incapable de mettre un terme ou de freiner, au moins, les politiques du fait accompli et les mesures unilatérales". Le continent africain a "tant souffert de cette triste réalité qui s'impose notamment dans la région du Sahel", a-t-il déploré, rappelant dans le même contexte "la

souffrance continue du peuple du territoire du Sahara Occidental occupé depuis plus de 50 ans, et la tragédie que vivent nos frères Palestiniens dont la situation s'aggrave, de jour en jour, au vu de la guerre génocidaire menée par les autorités de l'occupation contre le peuple palestinien depuis plus de 10 mois consécutifs, à cause de l'incapacité du Conseil de sécurité à dissuader l'occupant israélien pour ses crimes". M. Magramane a en outre exprimé "la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité aujourd'hui de la voix africaine, la voix de la sagesse, de l'engagement et de la responsabilité", rappelant la position africaine basée sur les principes contenus dans "le Consensus d'Ezulwini" et la "Déclaration de Syrté", étant le seul et principal cadre référentiel. Par ailleurs, le représentant de l'Algérie a passé en revue dans son allocution les résultats ayant couronné la 11e réunion ministérielle du Comité des dix chefs (C10) d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UE), abritée par l'Algérie en juin dernier, qui avait appelé à redresser le tort historique infligé au continent africain, étant le seul contient ne jouissant pas de la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité et le moins représenté dans la catégorie des membres non perma-

nant au sein de cet organe. Les conclusions de cette réunion ont également mis en avant la nécessité de rétablir l'efficacité du Conseil de sécurité et sa capacité à agir face aux risques croissants qui menacent la paix et la sécurité internationales. Les résultats ont souligné également la nécessité d'inclure toutes les questions relatives aux méthodes de travail du Conseil et le recours au droit de veto, dans la réforme du Conseil de sécurité onusien.

Les membres permanents doivent, quant à eux, afficher expressément leur soutien et leur engagement au processus de réforme en répondant concrètement aux aspirations légitimes du continent Africain. Le SG du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a réaffirmé l'attachement et l'engagement immuables de l'Algérie à la position africaine commune, ainsi que son engagement, en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à être une voix sincère au service du continent africain. Ce débat a vu la participation du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le Président de l'Assemblée générale des Nations unies Dennis Francis, outre plusieurs autres ministres et hauts responsables.

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

Afreximbank doublera son financement

L'institution dédiée au financement du commerce intra et extra-africain soutient la mise en œuvre progressive de la ZLECAf. Elle a notamment lancé le système panafricain de paiement et de règlement, et contribué à hauteur d'un milliard de dollars à un Fonds d'ajustement. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a indiqué dans un communiqué publié le vendredi 9 août 2024, qu'elle prévoit de porter son financement du commerce intra-africain à 40 milliards de dollars, d'ici 2026 contre 20 milliards en 2021.

L'annonce a été faite par le vice-président exécutif de l'institution en charge de la Global Trade Bank, Haytham ElMaayergi (photo), lors de la réunion du Caucus africain du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) qui s'est tenu à Abuja, sous le thème « la facilitation du commerce intra-africain : catalyseur du développement durable en Afrique ». M.ElMaayergi a également souligné qu'Afreximbank avait été un champion de la facilitation du commerce intra-africain depuis sa création, rappelant notamment qu'elle avait engagé 1 milliard de dollars pour

soutenir le financement du Fonds d'ajustement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ainsi qu'une subvention de 10 millions de dollars pour faciliter l'établissement et la mise en œuvre opérationnelle de ce fonds. « La Banque travaille également en partenariat avec le secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union africaine (CUA) pour assurer une mise en œuvre réussie du Système panafricain de paiement et de règlement, de l'Africa Trade Gateway et du Régime collaboratif africain de garantie de transit d'Afreximbank », a-t-il ajouté.

Institution panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain, Afreximbank accorde des financements aux organismes publics, aux investisseurs privés et institutionnels africains ainsi qu'à des entreprises non africaines ayant des activités commerciales sur le continent. Fondée en 1993, elle dispose de deux filiales : un fonds de financement à impact appelé Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA) et une filiale de gestion d'assurance baptisée AfrexInsure.

APRÈS UN ACCORD ENTRE LA RDC ET LA ZAMBIE

Les prix du cuivre se stabilisent

La résolution rapide du différend commercial entre les deux pays a apaisé les inquiétudes des marchés, expliquant en partie la stabilisation des prix. Les prix du cuivre se stabilisent sous la barre des 9000 \$ la tonne sur les marchés mondiaux, après deux jours de hausse alimentée par les craintes d'une perturbation durable de l'approvisionnement. La crise frontalière entre la Zambie et la République démocratique du Congo (RDC), qui menaçait l'un des principaux corridors d'exportation de cuivre au monde, a été rapidement résolue. Mardi, les prix ont fluctué autour de 8900 \$ la tonne avant de reculer légèrement sous les 8800 \$. La Zambie et la RDC ont mis fin à leur brève mais intense crise commerciale, annonçant la réouverture de leurs frontières mardi après une fermeture le week-end

dernier. Cette décision fait suite à des négociations d'urgence entre les ministres du Commerce des deux pays, écartant la menace qui pesait sur l'approvisionnement mondial en cuivre. La résolution rapide du conflit a apaisé les inquiétudes des marchés, expliquant en partie la stabilisation des prix. Le différend a éclaté lorsque la RDC a unilatéralement interdit l'importation de bière, de boissons gazeuses et de chaux en provenance de Zambie, dans le cadre d'une stratégie visant à stimuler sa production locale. Cette mesure a provoqué des protestations du côté zambien, conduisant Lusaka à fermer ses postes-frontières par mesure de sécurité. Cela a immédiatement suscité des inquiétudes dans l'industrie minière, la RDC, deuxième producteur mondial de cuivre, dépendant fortement des routes zambiennes pour ses

exportations. Les autorités des deux pays poursuivront les discussions, la RDC cherchant à réduire sa dépendance aux importations de produits pouvant être fabriqués localement. En 2023, les exportations de la Zambie vers la RDC ont atteint 1,6 milliard de dollars contre 186 millions de dollars d'importations. La RDC reste le troisième marché d'exportation de la Zambie, soulignant l'interdépendance économique complexe entre les deux nations. Cette crise met en lumière la fragilité des chaînes d'approvisionnement en cuivre et l'importance cruciale de la coopération régionale. Alors que la demande mondiale de cuivre devrait augmenter, stimulée par la transition énergétique, la stabilité de ce corridor d'exportation reste un enjeu majeur pour les marchés des matières premières et l'industrie minière mondiale.

L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Appel à investir dans l'autonomisation des jeunes pour stimuler la croissance

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc de plusieurs pays est-africains, a exhorté lundi les gouvernements et le secteur privé à investir dans des programmes d'autonomisation des jeunes dans les domaines de l'éducation, du développement des compétences et de l'entrepreneuriat. Workneh Gebeyehu, Secrétaire exécutif de l'IGAD, a déclaré qu'un partenariat entre les secteurs public et privé était nécessaire pour ouvrir de nouvelles opportunités aux jeunes dans les secteurs de la technologie, de l'innovation, de l'agriculture et des énergies renouvelables, qui sont la clé d'une prospérité partagée. "Nous devons exploiter le potentiel des jeunes pour promouvoir le développement durable, la paix et la sécurité dans les Etats membres de l'IGAD", a affirmé M. Gebeyehu dans un communiqué publié dans la capitale kényane à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, célébrée le 12 août de chaque année. Il a appelé les gouvernements régionaux à relever les différents défis auxquels sont confrontés les jeunes, comme le chômage, l'instabilité politique, le changement climatique, les migrations et le trafic d'êtres humains.

RD CONGO

L'ancien PM Sama Lukonde élu président du Sénat

L'ancien Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC), Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a été élu lundi soir président du Sénat avec 84 voix. L'ancien chef du gouvernement depuis février 2021, qui a présenté sa démission en février, a été élu à la tête de la chambre haute du Parlement avec 84 voix sur 95 votants, lors d'un ballot pour élire les membres d'un bureau définitif qui dirigent la chambre haute. Candidat de l'Union sacrée, coalition de partis politiques autour du président de la RDC Félix Tshisekedi, Sama Lukonde avait présenté plus tôt dans la journée les motivations de sa candidature devant ses collègues sénateurs. Il a promis de transformer le Sénat en une chambre parlementaire "efficace, moderne et accessible". Sama Lukonde a ainsi succédé à Modeste Bahati Lukwebo, également candidat de l'Union sacrée, qui a été élu lundi soir deuxième vice-président. José Kalala Wa Kalala, candidat désigné par l'Union sacrée, a été élu vice-président. Selon la Constitution congolaise, en cas de vacance, la majorité des fonctions de président de la République sont provisoirement exercées par le président du Sénat.

CAC 40

Ecartsmodestes, l’attentisme s’impose toujours

La Bourse de Paris est attendue hésitante mardi à l'ouverture, les investisseurs cherchant toujours une direction dans un contexte de prudence avant plusieurs rendez-vous économiques importants.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison août - grappille trois petits points à 7257,5 points, laissant entrevoir un début de séance prudent. Inquiétudes, peur, craintes... les qualificatifs utilisés par les gérants et les analystes ne manquent pas pour décrire la période compliquée que traversent actuellement les places boursières mondiales. Après avoir longtemps gravité autour de son point d'équilibre, le marché parisien s'est de nouveau enfoncé dans le rouge hier pour conclure la séance sur un repli de 0,3% à 7250 points. Même scénario à Wall Street, qui s'est de nouveau montrée indécise lundi avec un recul de l'ordre de 0,4% pour le Dow Jones, tandis que le Nasdaq Composite avançait de 0,2%. Après une première partie d'année en fanfare, les investisseurs paraissent toujours vouloir reprendre leur souffle à l'amorce d'un second semestre qui pourrait réserver davantage de turbulences. Quelques statistiques relatives au marché du travail ont récemment suffi à laisser craindre un net ralentissement de la croissance américaine au cours des mois à venir, voire même une éven-

tuelle retombée en récession. 'Un marché attentiste est rarement un marché haussier', rappelle Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Plusieurs questions cruciales restent en suspens: quelle sera l'évolution de l'économie américaine dans les mois qui viennent et comment réagira la Fed à la décélération de l'activité qui se profile? 'La publication des prix à la production aux Etats-Unis donnera un avant-goût du chiffre des prix à la consommation qui est le point d'orgue de la semaine', souligne Christopher Dembik. 'Ajoutons également que les résultats de Home Depot aujourd'hui seront scrutés de près par les analystes puisqu'il s'agit d'un baromètre, certes imparfait, mais important du comportement du consommateur américain', ajoute l'analyste. 'De mauvais chiffres risquent d'être durement sanctionnés par le marché', prévient le stratège de Pictet. Autre indicateur très attendu, celui des ventes au détail aux Etats-Unis, attendu jeudi, qui devrait permettre de tester la vigueur de la consommation des ménages américains, principal moteur de la croissance du pays. Cette fois, de

bons chiffres pourraient constituer un catalyseur positif pour les marchés en suggérant que la révision à la baisse de leurs prévisions a peut-être été excessive. Mais certains observateurs se montrent toujours prudents, estimant que les préoccupations qui entourant la santé de l'économie américaine vont perdurer et que le ralentissement en cours va se poursuivre. Dans ce contexte, les rendements continuent de se détendre, trahissant une fuite vers la qualité avant la publication des indicateurs cruciaux de la deuxième partie de semaine. Le rendement des Treasuries à dix ans revient au-

tour de 3,90%, un plus bas de quasiment un an, tandis que le rendement du dix ans allemand s'établit à 2,22%. Les marchés de change demeurent eux aussi focalisés sur les prochaines publications d'indicateurs, avec un euro qui grignote 0,1% face au dollar, au-delà de 1,0940. Le marché du pétrole repart à la baisse du fait des inquiétudes sur l'état de l'économie américaine, qui pourraient mener à un déclin de la demande. Le Brent recule de 0,8% à 81,6 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) abandonne 0,7% à 79,5 dollars.

Les Bourses mondiales attentistes avant l’inflation aux Etats-Unis

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé lundi, lors d'une séance globalement atone, les investisseurs attendant notamment la publication d'une série de données économiques américaines, dont des chiffres d'inflation mercredi. En Europe, la Bourse de Paris a lâché 0,26%, celle de Francfort a terminé stable (+0,02%), tandis que Londres a avancé de 0,52% et Milan de 0,46%. A Wall Street, le Nasdaq, à dominante technologique a avancé de 0,21% mais le Dow Jones a cédé 0,30% et le S&P 500 a stagné. C'est une "séance atone, avec peu de volume d'échanges en l'absence d'un certain nombre d'intervenants en cette semaine du 15 août", commente Lucas Excoffier, trader chez Oddo BHF. Cela laisse les marchés "sans action, par rapport à ce que l'on a pu connaître la semaine dernière", a-t-il pour-

suivi. Sur le marché obligataire, les taux américains à dix ans étaient en légère baisse, à 3,90% contre 3,94% à la dernière clôture. L'allemand à même échéance, qui fait référence en Europe, était stable, à 2,22%. Le yen, dont l'appréciation soudaine avait joué dans les mouvements tumultueux des marchés la semaine dernière, cédait lundi 0,43% contre le dollar, à 147,25 yens pour un dollar. L'euro grappillait 0,12% par rapport au dollar, à 1,0930 dollar pour un euro. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord s'est hissé bien au-dessus de la barre des 80 dollars à nouveau, à 82,30 dollars, en hausse de 3,31%, un plus haut en presque trois semaines. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), a bondi de 4,19% à 80,06 dollars.

Paris se replie doucement jusqu’au support des 7250 points

Après avoir longtemps gravité à proximité de son point d'équilibre, la bourse de Paris conclut la séance sur un repli de 0,26%, à 7250 points, notamment pénalisée par le luxe avec -1,8% pour Kering, -1,6% pour L'Oréal ou encore -0,5% pour Hermès. D'après les stratégies, le ralentissement de la croissance américaine est devenu une donnée évidente à prendre en compte pour les investisseurs au vu des statistiques de l'emploi publiées ces dernières semaines. Après une première moitié d'année idyllique pour les marchés, gérants et analystes tournent maintenant des regards inquiets vers un second semestre qui pourraient réserver davantage de turbulences.

Les signes de nervosité se multiplient d'ailleurs à Wall Street, où le Dow Jones a interrompu la semaine dernière une série de quatre semaines consécutives de hausse en reculant de plus de 2%. Pour l'heure, les indices US évoluent en ordre dispersé avec -0,1% pour le Dow Jones, +0,4% pour le S&P500 et +1,3% pour le Nasdaq. La principale interrogation des intervenants va maintenant consister à déterminer si l'économie américaine se dirige bien vers un atterrissage en douceur, ou vers une éventuelle retombée en récession. En ce sens, les investisseurs vont surveiller de près l'état de la consommation, et tout particulièrement les ventes au détail aux Etats-Unis qui tomberont jeudi, afin de se

rassurer sur la conjoncture. Les chiffres de l'inflation américaine, qui paraîtront mercredi, seront par ailleurs suivis avec beaucoup d'intérêt. Si la 'saison' des résultats de sociétés du deuxième trimestre est désormais sur le point de s'achever, les comptes de Walmart - attendus jeudi - permettront de les renseigner sur le moral du consommateur américain. Les intervenants espèrent surtout que le récent épisode de volatilité va se normaliser grâce au creux d'activité anticipé avec les congés du mois d'août. 'Il n'est pas rare que les marchés financiers connaissent une correction durant l'été', rappellent les équipes de Janus Henderson. 'Avec l'effet de levier et des marchés

moins liquides (en période estivale), un renversement de tendance (yen faible à yen fort) crée inévitablement des appels de marge', expliquent-ils. 'Ceux qui sont obligés de vendre leur exposition au risque liquident leurs positions, ce qui explique la rapidité de la correction des marchés boursiers', ajoutent les gérants. L'indice VIX de la volatilité sur les options sur l'indice S&P 500, souvent dénommé 'indice de la peur', a temporairement atteint un niveau jamais vu depuis début 2020 et la crise du coronavirus. 'Bien que la volatilité actuelle puisse être douloureuse, une remise à niveau après une période d'optimisme excessif pourrait ouvrir la voie à un marché plus sain pour le reste de

l'année 2024', estime à ce titre Janus Henderson. Signe que l'évolution de la croissance économique est maintenant envisagée avec plus d'inquiétudes, les traders anticipent dorénavant avec une probabilité de presque 50% une baisse de 50 points de base des taux de la Fed en septembre. 'Tout ceci est probablement prématuré, mais incite désormais à une certaine prudence dans le positionnement des portefeuilles', prévient Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez LOIM. Notons que le baril de Brent s'échange contre 81\$ à Londres (+1,9%) tandis que l'euro est parfaitement stable face au billet vert, à 1,092\$/E.

POINT-MARCHÉS

L’Europe ouvre en hausse avant une salve d’indicateurs

Les principales Bourses européennes progressent mardi en début de séance, les investisseurs se positionnant avant de nombreuses publications de données les prochains jours. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,39% à 7.278,81 points vers 09h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,41%, tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,39%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 avance

de 0,39%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,48% et le Stoxx 600 croît de 0,4%. Les opérateurs seront attentifs à la publication de l'indicateur de sentiment Zew en Allemagne à 09h00 GMT, la première économie de la zone euro montrant des signes d'affaiblissement. Le chômage au Royaume-Uni a par ailleurs été plus faible que prévu sur les trois mois à fin juin, tandis que la croissance des rémunéra-

tions a poursuivi son ralentissement, ce qui soutient les actifs britanniques. Les marchés seront néanmoins focalisés sur les prix à la production aux Etats-Unis, attendus à 12h30 GMT et qui donneront une première idée de la persistance des pressions sur les prix aux Etats-Unis. L'indicateur principal de la semaine, l'inflation CPI, sera publié mercredi et pourrait obliger les investisseurs à réévaluer leurs perspectives

monétaires ou économiques pour les Etats-Unis. Aux valeurs, Valneva bondit de 7,8% après avoir fait état d'une baisse de son chiffre d'affaires sur un an mais d'un bénéfice, contre une perte il y a un an. HelloFresh a publié mardi un bénéfice tiré des activités principales supérieur aux attentes pour le deuxième trimestre, et gagne 23,11%.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Août 2024
Valeur : 14 Août 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4484	134.4634
1	EUR	EURO		146.8445	146.8744
1	GBP	POUND STERLING		171.6436	171.6846
100	JPY	JAPANESE YEN		91.2690	91.2854
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7264	18.7301
1	CHF	SWISS FRANC		154.8231	154.8582
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.9873	98.0054
1	DKK	DANISH KRONE		19.6758	19.6794
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7854	12.7892
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4817	12.4875
1	AED	UAE DIRHAM		36.6015	36.6116
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8157	35.8254
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.9435	439.1359
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2943	43.7294
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6842	13.6857
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4665	27.6072
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3858	3.3964
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.3608	179.3608

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Les Etats-Unis sont-ils entrés en récession ?

La crainte d'un ralentissement de l'activité économique sur au moins deux trimestres consécutifs a effrayé les investisseurs en ce début de mois d'août. L'augmentation du chiffre du chômage a, en effet, remis sur le devant de la scène la règle de Sahm qui établit un lien entre le chômage et la récession. Pour autant, nombre d'économistes contestent cette théorie.

La Réserve fédérale américaine - qui a augmenté ses taux entre 5,25% et 5,75% - devrait baisser progressivement 1 à 2 fois ses taux cette année pour JP Morgan et 3 fois pour Candriam et Pictet, afin de redonner de l'élan à l'économie et éviter une récession. (Crédits : Kevin La-marque)

Et si les Etats-Unis renaient finalement en récession au moment où nous l'attendons le moins? Alors que l'inflation a presque atteint son objectif de 2% Outre-Atlantique et que le soleil semble plus que jamais briller sur l'économie américaine qui a affiché

une croissance de 2,8% au deuxième trimestre, le chiffre du taux de chômage de juillet a coupé le souffle des investisseurs. Celui-ci s'est, en effet, affiché à 4,3% contre 4,1% anticipé quand le nombre de créations d'emplois a, lui aussi, baissé avec seulement 114.000 nouveaux postes contre 179.000 en juin. Deux simples chiffres, publiés début août, qui ont plombé les cours des indices américains, S&P 500 et Nasdaq, de 3% sur la seule journée du 2 août. Une débâcle boursière qui a même traversé les océans puisque l'indice parisien CAC 40 a également dévié de 3,26% entre jeudi 1er et

mardi 6 août, quand le Nikkei japonais a connu un krach de 12% lundi 5 août. Si les cours mondiaux se sont stabilisés depuis, les craintes de l'entrée en récession des Etats-Unis demeurent à cause d'une théorie : la règle de Sahm.

L'économiste américaine et ancienne membre de la Réserve fédérale américaine explique, en effet, que « lorsque la moyenne mobile sur trois mois du taux de chômage national est de 0,5 point de pourcentage, ou plus, au-dessus de son niveau le plus bas des douze mois précédents, nous sommes dans les premiers mois de la récession. »

ETATS-UNIS

La conversation Musk-Trump sur le réseau social X minée par des problèmes techniques

La "conversation" en direct sur le réseau social X entre le milliardaire Elon Musk, propriétaire de la plateforme, et Donald Trump, le candidat du Parti républicain pour l'élection présidentielle américaine de novembre, a été minée par des problèmes techniques qui ont retardé son début et empêché de nombreux utilisateurs d'y accéder.

Elon Musk a lancé à 08h42 (mardi 00h42 GMT) cet entretien avec l'ancien président, dont il soutient la candidature pour le scrutin du 5 no-

vembre, soit avec plus de 40 minutes de retard par rapport à l'horaire annoncé.

L'homme d'affaires a imputé ce retard à une attaque informatique destinée à bloquer le signal de diffusion, sans que cela ne soit confirmé. Aucun commentaire n'a été obtenu auprès de X à propos de la cyberattaque présumée.

Selon le compteur affiché par X, plus de 1,3 million d'utilisateurs du réseau social assistaient à la conversation en direct aux alentours

de 21h30.

De nombreux internautes ont relevé que Donald Trump, qui a félicité Elon Musk pour le nombre de personnes tentant de se connecter au direct, semblait avoir un zéaïement lorsqu'il s'exprimait. Certains ont déclaré que l'ancien président avait une voix de personnage de dessin animé, tandis que d'autres ont suggéré qu'il s'agissait d'un problème de son.

Ces problèmes techniques ont rappelé un incident similaire survenu en

mai 2023 lorsque le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, alors considéré comme le principal rival de Donald Trump pour l'investiture du parti pour l'élection présidentielle, a vu le lancement sur X de sa campagne être perturbé par des bugs. A l'époque, Trump avait utilisé son propre réseau social, Truth, pour moquer DeSantis.

Elon Musk avait indiqué qu'il allait effectuer des "tests d'échelle du système (...) en amont de la conversation" avec Donald Trump.

DEVISES

Qu'est-ce que le carry trade du yuan chinois et en quoi est-il différent de celui du yen ?

La chute des marchés mondiaux provoquée par le dénouement des opérations de portage financées en yens a braqué les projecteurs sur le yuan chinois, qui est également largement utilisé comme monnaie de financement bon marché.

Alors qu'en août, le yuan a fortement augmenté de 2 % par rapport au dollar, les traders affirment que les opérations de portage en yuans sont distinctes et peu susceptibles de se dénouer de sitôt.

Qu'est-ce que le yuan carry trade ?

Dans les opérations de portage classiques, les investisseurs empruntent des devises à faible rendement telles que le yen japonais et le franc suisse pour investir dans des actifs à rendement plus élevé, principalement des devises, mais aussi pour financer des opérations à effet de levier sur des actions.

Le carry trade en yuans est similaire, mais avec des limites car la monnaie n'est pas entièrement convertible.

Une grande partie des carry trades en yuans sont effectués par des exportateurs chinois qui placent leurs liquidités en dol-

lars. Dans une autre version, les étrangers empruntent des yuans pour investir sur les marchés continentaux. Un troisième type de carry trade consiste à utiliser le yuan offshore bon marché pour acheter des obligations libellées en dollars et dans d'autres devises.

Comment le carry trade en yuan a-t-il évolué ?

Jusqu'en 2022, lorsque la Réserve fédérale a commencé à augmenter ses taux de manière agressive et que Pékin a adopté une attitude accommodante pour aider une économie en difficulté, les taux d'intérêt chinois étaient depuis des années plus élevés que leurs homologues américains.

Alors que les rendements en dollars ont grimpé en flèche, les exportateurs chinois ont découvert qu'ils pouvaient gagner jusqu'à 5 % par an s'ils conservaient leurs bénéfices en dollars, par rapport aux maigres rendements des dépôts à terme en yuans. La thésaurisation effrénée du dollar par les exportateurs est l'un des principaux facteurs à l'origine de la dépréciation du yuan depuis avril 2022.

La dépréciation du yuan a permis aux étrangers de négocier des swaps dollar-

yuan sur le marché intérieur, gagnant ainsi un gros spread sur ces transactions.

Les investisseurs étrangers pouvaient emprunter des yuans offshore bon marché et les convertir en dollars américains ou dans d'autres devises pour investir dans des actions et des obligations. Les investisseurs bénéficieraient des taux de conversion à mesure que le yuan se dépréciait, ainsi que du rendement habituel des actifs.

Quelle est l'importance du carry trade en yuan ?

Il est difficile d'évaluer la taille totale du carry trade en yuans, selon les analystes, mais il est inférieur à celui des transactions mondiales financées par le yen, étant donné que le yen est une monnaie mondiale plus liquide et plus ouverte.

Macquarie estime que les exportateurs chinois et les multinationales ont accumulé des avoirs en devises étrangères de plus de 500 milliards de dollars depuis 2022. Les entreprises étrangères ont également envoyé une plus grande partie de leurs bénéfices de Chine à l'étranger au lieu de réinvestir dans le pays.

À L'ORIGINE DU DÉVELOPPEMENT DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES EN EUROPE

Le modèle de leasing risque de s'effondrer

Les faibles valeurs de revente des voitures électriques ont poussé les sociétés de leasing qui font tourner le marché automobile européen à doubler leurs prix au cours des trois dernières années et certaines menacent de cesser complètement leur activité si les régulateurs les obligent à passer trop vite à l'électrique, affirment les dirigeants du secteur. La hausse des prix des leasings de voitures électriques intervient alors que la réduction des subventions pour les nouveaux véhicules électriques sur des marchés clés comme l'Allemagne a un impact sur les ventes et risque de retarder la transition électrique de l'Europe, au moment même où Bruxelles veut appuyer sur l'accélérateur, affirment les dirigeants. « Si on nous poussait très, très fort, à dire que tout doit être électrique trop tôt... mes actionnaires diraient 'nous ne voulons pas prendre le risque' et nous serions hors du marché », a déclaré Tim Albertsen, PDG d'Ayvens (AYV.PA), opens new tab, l'une des plus grandes sociétés de leasing automobile d'Europe. « Soyons honnêtes, sans nous, qui prendra le risque ? » Ayvens, qui est détenue majoritairement par la banque française Société Générale (SOGN.PA), opens new tab, possède une flotte de 3,4 millions de voitures, dont environ 10 % sont des véhicules électriques.

ROYAUME-UNI

Baisse surprise du chômage au cours des trois mois à fin juin

Le taux de chômage a baissé de manière inattendu au Royaume-Uni sur les trois mois à fin juin, tandis que la croissance des salaires a poursuivi son ralentissement, montrent les chiffres publiés mardi par l'Office britannique de la statistique. Le taux de chômage est passé de 4,4% sur la période mars-mai à 4,2% sur les trois mois à fin juin, contre un consensus à 4,5%. Les salaires hors primes au Royaume-Uni, un indicateur clé pour mesurer les pressions inflationnistes, ont augmenté de 5,4% sur un an au cours des trois mois à fin juin. Ce chiffre est conforme aux estimations des économistes interrogés par Reuters, et inférieur à la hausse atteinte sur les trois mois à fin mai de 5,8% (révisé).

ITALIE

Les arrivées de migrants enregistrent une baisse considérable en 2024

Le nombre de demandeurs d'asile arrivant en Italie cette année a considérablement diminué par rapport à la même période l'année dernière, a annoncé lundi le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Dimanche, des données du HCR ont montré qu'environ 35.700 réfugiés potentiels étaient arrivés en Italie, soit une baisse de 62 % par rapport à la même période l'année dernière, où plus de 94.000 arrivées avaient été répertoriées. Si la tendance actuelle se poursuit, cette année pourrait afficher le total annuel le plus bas depuis 2020, année où l'Italie avait connu moins de 35.000 arrivées. Le nombre d'arrivées en Italie augmente régulièrement depuis 2020, avec plus de 67.000 arrivées en 2021, plus de 105.000 en 2022 et près de 158.000 en 2023, soit le chiffre annuel le plus élevé depuis 2016. Malgré le déclin enregistré cette année, l'Italie reste la première destination des migrants en Europe. Elle est suivie de l'Espagne, avec plus de 30.000 arrivées depuis le début de l'année, et de la Grèce avec plus de 28.000.

Et si les amendes CO2 de l'Europe étaient finalement illégales ?

Alors que se profile une année 2025 délicate pour les constructeurs sur le front des émissions de CO2, un professeur allemand estime que l'Europe n'est pas en mesure de récolter les amendes. Qui seraient donc illégales.

"La réglementation européenne sur la flotte CO2 viole le droit de l'Union". Voilà comment commence le rapport commandé par Uniti, une association allemande défendant "l'ouverture à la technologie et la liberté idéologique pour atteindre des objectifs ambitieux d'économies de CO2". La conclusion de ce rapport, nous la devons à un professeur allemand aux multiples casquettes : directeur général de l'Institut du droit de l'environnement de l'Université d'Augsbourg et titulaire de la chaire de droit public et droit européen, droit de l'environnement et droit de l'aménagement. On respire un grand coup. Si l'orientation et l'impartialité même du rapport peuvent être remis en question comme c'est souvent le cas dans le cadre des rapports "commandés" par des entreprises ou associations, il n'empêche que la conclusion a de quoi interroger. L'Europe serait en effet dans l'illégalité en décidant à la fois des lois, et en récoltant également les recettes des amendes découlant de ces lois.

Des amendes illégalement perçues ?

Toute la subtilité des lois européennes tient donc sur ce point précis : l'UE ne serait pas dans la légalité en percevant les amendes. "Si les constructeurs automobiles ne respectent pas les objectifs de l'UE en



matière de flotte, ils doivent payer des amendes. Cependant, le rapport du Prof. Martin Kment montre que la Commission européenne n'est pas responsable de l'imposition et de la collecte des amendes ou des taxes sur les émissions excessives. Selon le professeur Dr. Kment. Il n'existe donc aucune base légale permettant aux constructeurs automobiles de payer des amendes si les objectifs de flotte spécifiés sont dépassés.

Dans une résolution adoptée en 2008 sur le premier règlement sur la réglementation du parc automobile, le Conseil fédéral allemand avait déjà ex-

primé des doutes considérables quant à la compétence de l'UE à introduire un tel prélèvement lié à la protection de l'environnement et s'apparentant à une taxe au profit du budget de l'UE." L'association Uniti n'y va pas par quatre chemins : "le système existant de régulation de la flotte européenne est ébranlé dans ses fondations par le rapport". Carrément ! Le rapport pointe également du doigt le système de mesure du CO2 qui se cantonne à l'échappement et favorise forcément les véhicules électriques qui en sont dépourvus. "Du point de vue de l'UNITI, la révision du système de régulation de

la flotte annoncée par la présidente réélue de la Commission européenne Ursula von der Leyen dans ses lignes directrices pour la prochaine Commission européenne doit avant tout introduire une comptabilisation des émissions de CO2 sur l'ensemble du cycle de vie des véhicules".

Les carburants de synthèse, encore eux

Mais il faut aussi prendre un certain recul sur ces rapports qui ne sont pas issus de commissions scientifiques totalement indépendantes. Si le cadre légal autour de ces amendes "CO2" et décrit par Mr Kment est effectivement bancal, Uniti mentionne à plusieurs reprises les carburants de synthèse présentés comme une solution idéale et alternative. Logique, pour une association représentant le secteur des carburants et des lubrifiants... Mais, nous l'avons déjà écrit, ces carburants devraient très probablement être réservés aux secteurs prioritaires : aviation, maritime et finalement camions. L'automobile ne sera servie qu'à la marge à moins que les volumes soient suffisants, mais cela paraît pour l'heure très utopique au regard des ressources électriques colossales nécessaires pour produire ces carburants. Et surtout, les réserves de CO2 dites "biogéniques" pour les transformer en carburants ne sont pas infinies, loin s'en faut.

CHINE

Les voitures se mettent à gonfler à cause de la canicule

La canicule en Chine crée des phénomènes assez étranges. Des voitures subissent en effet des gonflements assez impressionnants au niveau de leur capot, qui leur donnent l'air d'être « enceintes. » Le problème des températures très élevées touche de nombreux secteurs, comme celui de l'automobile. Et si les chaleurs actuelles ne devraient pas trop impacter l'autonomie des voitures électriques, elles peuvent par contre créer des complications assez inattendues. C'est le cas en ce moment en Chine, où un phénomène semble transformer étrangement certains véhicules !

Des images de voitures « enceintes » deviennent virales en Chine

La canicule fait plus mal encore en Chine qu'en France, où des températures dépassant les 40 degrés Celsius sont enregistrées un peu partout. Et le résultat peut être assez cocasse, comme le montrent des photos prises par la twitto Jennifer Zeng, qui les a ensuite repostées sur le réseau social. Comme vous pouvez le voir ci-dessous, les voitures voient leur capot gonfler de manière démesurée. « Ce n'est pas une blague ! Les voitures fabriquées en Chine tombent enceintes



lorsqu'il fait trop chaud » a-t-elle ironiquement indiqué dans son post.

Les films protecteurs des voitures mis en cause

Ce phénomène a pour origine la chaleur, qui a gonflé le film de protection de la peinture déployé sur les carrosseries afin de les protéger des di-



verses agressions qu'elles subissent au quotidien. C'est ce film transparent qui a été réceptif à la chaleur, et qui dans les cas les plus extrêmes, peut se plier voire gonfler, au point de nous donner les images qui ont été partagées ci-dessus. Pour éviter de voir votre voiture subir le même genre de désagrément, les experts conseillent

de garer son véhicule le plus possible à l'ombre. Il est aussi recommandé d'effectuer un entretien régulier de la carrosserie, avec des produits adaptés, qui n'attaquent pas trop la surface. Car avec les problèmes climatiques qui s'annoncent, les étés très chauds pourraient à l'avenir devenir une norme chez nous.

5 bonnes pratiques pour réussir la mise en oeuvre de la GenAI

La mise en oeuvre d'une stratégie d'intelligence artificielle générative efficace ne coule pas de source. Focus sur cinq leviers à actionner pour réussir son projet.

Qu'est-ce qui rend la mise en oeuvre de l'IA générative si difficile ? En tant que technologie de rupture, elle se fait sentir à la fois par son ampleur et par la fréquence des changements. Il y a tant de fournisseurs, d'applications et de cas d'utilisation, et si peu de temps, qu'elle imprègne tout, de la stratégie et des processus d'entreprise aux produits et services. L'un des défis inhabituels que pose l'IA en tant que technologie est qu'elle est actuellement adoptée par le grand public tout en étant encore au sommet en termes d'engouement. C'est pourquoi de nombreuses entreprises mettent beaucoup d'énergie et d'enthousiasme dans les cas d'usage, mais ont encore du mal à obtenir un retour sur investissement. Pour le maximiser, des efforts et des investissements en matière d'IA sont importants pour passer d'une expérimentation ad hoc à une stratégie plus ciblée et à une approche systématique de mise en oeuvre. Zoom sur cinq bonnes pratiques à suivre pour tirer le meilleur parti de la GenAI.

Définir une stratégie GenAI holistique

La définition d'une stratégie d'intelligence artificielle générative devrait s'inscrire dans une approche plus large de l'IA, de l'automatisation et de la gestion des données. Après tout, une stratégie de données moderne doit prendre en compte et renforcer l'ensemble de la pile IT en soutenant les objectifs de l'entreprise en matière d'automatisation, ainsi qu'une myriade d'applications soutenant les transactions, l'analyse et la prise de décision. Il suffit de regarder le récent lancement d'EDB Postgres AI, une plateforme taillée pour les workloads transactionnels, analytiques et d'IA. Les mises en oeuvre réussies de l'IA dépendent à 80 % de l'aspect des données comme de leur qualité et il faut donc s'attendre à voir encore plus de suppression de silos entre ces types de charges de travail. Une bonne stratégie doit définir des thèmes stratégiques pour l'entreprise autour de l'IA générative et la manière dont elle accompagnera les différents objectifs de la société. Lesquels de ces thèmes soutiennent le programme de croissance, l'efficacité interne et les économies de coûts ? Il faut pour cela savoir comment différencier, pour les produits et les services, une proposition de valeur unique avec des objectifs stratégiques en termes de résultats escomptés.

Identifier et hiérarchiser les cas d'usage

Il existe probablement des dizaines de cas d'utilisation de l'IA dans son entreprise et, bien que nombre d'entre eux soient naturellement identifiés par les utilisateurs finaux, il est important de dresser une liste de référence. Pour les connaître, créer une zone de collaboration sur l'IA dans l'intranet de son entreprise et inviter les parties prenantes à partager ce sur quoi ils travaillent et leurs résultats est préconisé. Cela permet de répertorier les activités dans l'ensemble de l'entreprise et d'encourager le partage des connaissances et la coordination. En reprenant la liste principale des activités en cours et en la cartographiant sur une carte du parcours client, ou même sur une carte des processus de son entreprise, il est conseillé de rechercher les lacunes et les chevauchements dans la couverture, identifier d'autres zones d'opportunités, et commencer à établir des priorités. Même si la mise en oeuvre de plusieurs cas d'utilisation est bien avancée, un atelier d'innovation peut être un excellent moyen d'amener les utilisateurs finaux à réfléchir à des cas d'utilisation et à les classer par ordre de priorité. Il est aussi utile de rechercher à la fois les gains rapides (impact commercial élevé et grande facilité de mise en oeuvre) et incontournables (impact commercial élevé, mais facilité de mise en oeuvre moindre en raison du temps, du coût ou du risque et de la complexité du projet), puis de les ajouter en conséquence à une feuille de route de mise en oeuvre.

Expérimenter avec des objectifs

La GenAI provoquant énormément d'engouement, il est probable qu'il y ait beaucoup de test en cours sans que l'on se concentre de manière cohérente sur les finalités. Cependant, avec quelques petites modifications, il est possible d'exploiter cette énergie en encourageant les projets pilotes et les expérimentations, et en donnant aux utilisateurs finaux les moyens d'être des innovateurs et des testeurs. Pour favoriser une culture de l'innovation, ces petites modifications doivent inclure des conseils, un soutien et des encouragements. Par exemple, si les utilisateurs finaux essaient un outil pour la synthèse vocale, pourquoi ne pas les encourager à essayer deux ou trois outils différents et à comparer les résultats. Pour les aider à trouver le meilleur choix pour la société, il est recommandé de partager des détails sur les normes de l'entreprise, les considérations budgétaires et les fournisseurs à envisager en plus de leurs favoris actuels.

Partager les garde-fous

Tout en favorisant la culture de l'innovation en encourageant l'expérimentation et les projets pilotes, il faut aider les utilisateurs finaux à relever les défis de l'IA en partageant les garde-fous de l'entreprise.

Une première action simple consiste à élaborer sa propre politique d'utilisation dans l'entreprise, ainsi qu'à signer divers accords sectoriels le cas échéant. Pour l'IA et d'autres domaines, une politique d'utilisation peut aider à sensibiliser les utilisateurs aux zones de risques potentiels, et donc à gérer le risque, tout en encourageant l'innovation. Bien que chaque secteur ait ses propres priorités en termes de risques liés à l'IA, dans le secteur de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction, il a été constaté que la protection des données et la confidentialité constituent une préoccupation majeure. Il est donc utile d'informer les utilisateurs sur les avantages et les inconvénients des GPT publics et privés et de leur indiquer quand utiliser l'un, l'autre ou les deux. Cela peut également avoir une incidence sur le choix de certains fournisseurs. Par exemple, l'IA intégrée d'un fournisseur de longue date peut être le mauvais choix s'il utilise les données de sa communauté d'utilisateurs pour former son modèle.

Intégrer le ROI dès le début

L'IA générative et de nombreuses autres technologies étant évaluées et utilisées par un large éventail d'employés en dehors du département IT, il est important de leur fournir les outils nécessaires pour que leur mise en oeuvre soit couronnée de succès pour l'entreprise. Pour ce faire, il est essentiel de fournir une analyse de rentabilité de l'usage de la technologie et de la manière de calculer le retour sur investissement. À cet égard, la GenAI n'est pas différente des autres technologies. Il s'agit d'examiner la proposition de valeur et la différenciation concurrentielle pour les produits et services destinés aux clients, ainsi que les gains d'efficacité en termes de temps et de coûts pour les processus internes. Une simple feuille de calcul du ROI peut constituer un excellent point de départ et aider les employés à examiner la situation avant et après et la manière dont l'intelligence artificielle générative peut contribuer à rationaliser les opérations. Dans l'ensemble, en raison du rythme rapide des changements dans cet environnement, il est essentiel d'avoir une stratégie adaptative, d'être prêt à la mettre à jour régulièrement si nécessaire et de poursuivre l'apprentissage et l'amélioration continus tout au long des mises en oeuvre. Avancer à petits pas pour obtenir des résultats rapides et démontrer le retour sur investissement dès le début sans oublier de se concentrer également sur les incontournables et les initiatives plus stratégiques qui contribueront à différencier votre organisation dans les années à venir. Voilà aussi certainement une clé de succès de sa stratégie GenAI.

Elon Musk voulait interviewer Donald Trump : il a dû attendre, retardé par une cyberattaque de type DDoS

Alors qu'il s'apprêtait à interviewer Donald Trump sur son réseau social X, Elon Musk a été contraint d'attendre. La plateforme a été frappée par une attaque DDoS massive, retardant le démarrage de l'entretien. Elon Musk avait pris la peine de teaser comme il se doit son interview de l'ancien président américain Donald Trump, réalisée lundi soir sur son réseau social X. Il avait même pris le temps de tester les capacités de la plateforme avec un système à 8 millions d'auditeurs connectés simultanément, quelques heures avant. Sauf que le moment venu, il lui a été impossible de démarrer son entretien avec le candidat républicain à la Maison-Blanche, la faute à une cyberattaque.

Elon Musk et Donald Trump barrés momentanément par une attaque DDoS

Au moment où Elon Musk a souhaité démarrer via la fonctionnalité communautaire Spaces son interview de Donald Trump, ce fut la panne. « Il semble y avoir une attaque DDoS massive sur X. Nous travaillons à la stopper rapidement », a alors écrit le patron de Tesla et SpaceX. L'attaque DDoS, dite par déni de service distribué, est un outil classique utilisé par les cybercriminels ou tout groupe perturbateur qui souhaite ralentir voir faire cesser l'activité d'un site internet, momentanément. Elle consiste à envoyer un nombre colossal de requêtes en direction d'un site, requêtes simultanées, pour le rendre inaccessible. « Dans le pire des cas, nous ferons l'entretien avec un nombre plus restreint d'auditeurs en direct, et nous publierons la conversation plus tard », prévenait Elon Musk, en attendant le rétablissement du service. Finalement, l'interview a pu démarrer à 20h40, avec un retard tout de même de 40 minutes.

Une interview qui rencontre le succès sur X

« Toutes nos lignes de données, ce qui représente des centaines de gigabits de données, étaient saturées », a expliqué Elon Musk. Il a été cependant compliqué de justifier comment une attaque DDoS a pu viser une fonctionnalité particulière du réseau X, à savoir Spaces, plutôt que la totalité de ce dernier. Ce retard n'a en tout cas pas empêché le succès de l'interview, qui aura duré près de deux heures. En combinant les vues générées par les comptes d'Elon Musk et de Donald Trump, le nombre de comptes ayant été touchés (vues ou impressions) par l'interview a atteint les 998 millions. Des dizaines de millions d'utilisateurs auraient déjà, eux, écouté l'échange pendant au moins plusieurs secondes. L'impact politique de cet entretien pourrait être très important. Elon Musk, personne la plus suivie sur X avec 194 millions de followers, ne cachait déjà plus son soutien envers l'ancien président à quelques mois de l'élection présidentielle américaine. Il lui a offert une tribune inespérée.

Mots fléchés

Voitures pour enfant		Commune qui a fusionnée avec Rigny		Abri douillet		Estimas		Fruit		Progressez		Débar-rassés	
Haletante		Canal excréteur		Impéra-trice d'Autriche		Censure				Remplacé par le RSA		Riverain d'une mer	
								Serpent de verre					
Plantigrades								Illus-tration					
Epuisées								Rivière du Congo					
					Relatif à un bovin								
Petit saint			Le propre de l'Homme	Tentée						Démon-stratif			Boucliers
Fantas-magorie				Naissance						Séculaires			
						Poètes épiques	Cubes de bois		Repas de jeudi soir				
									Rognon				
Sélection				Logerez								Trouble	
Dispositif contraceptif				Colères passées									
								Dans			Trou normand		
Armée féodale		Mine						Variables					
		Pont suspendu en Normandie						Col des Alpes					
			Alcaloïde								Dégradation		Boissons chaudes
			Lustré										
Lieu de noces	Fondements								Elle porte conseil				
	Fils de Yokébed												
				Léthargie		Existeras						Rayon lumineux	
Protéine													
Semence							Elle peut être de foin		Chaton en fleur				
									Amérindien				
					Dieu celte	Écrivain et nationaliste français (Charles)							
Embellie													
Mauvais côté						Greffées							Expira l'air des poumons
						Ruminant du genre antilope		Vis			Pour relier		
								L'Estonie			Courtoise		
Négligées	L'Irlande		Accident						Points cardinaux	Opposé à anti			
			Sous-préfecture du Gard										
										Chaine de télévision américaine		Futur officier	
Affluent de la Vilaine					Biblio-thèque		Acrotères						
Bramé													
Cube de jeu				Sans aucun traitement					Naturels				
		Écrivain français (George)					Intercala						

50 millions d’euros d’actifs saisis au Brésil lors d’une vaste opération de la police italienne

Une vaste opération a été menée mardi par la police italienne, dans le nord du Brésil, centrée sur les activités d'un membre influent de la mafia sicilienne Cosa Nostra, qui a permis de saisir 50 millions d'euros d'actifs, ont rapporté des médias. Cette opération a abouti à l'arrestation d'un homme d'affaires sicilien résidant dans la ville brésilienne de Natal (nord-est), accusé d'avoir été impliqué dans le blanchiment d'argent, selon ces médias. Les autorités ont saisi des actifs financiers d'une valeur de 50 millions d'euros ainsi que d'autres biens appartenant à 17 personnes, qui font toutes l'objet d'une enquête, a expliqué la police financière de Palerme, dans un communiqué. Elles sont soupçonnées de complicité d'association mafieuse, d'extorsion et de blanchiment d'argent via des sociétés écrans.

OMS

Le virus Mpox continue de se propager dans le monde

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti dans un nouveau rapport que le virus Mpox (longtemps appelé variole du singe) continue de se propager dans le monde. "En juin 2024, un total de 934 nouveaux cas de virus Mpox confirmés en laboratoire et 4 décès associés ont été signalés à l'OMS dans 26 pays. Cela montre que le Mpox continue de se propager dans le monde entier", indique le rapport publié lundi. Le rapport indique que "567 cas de Mpox ont été signalés dans la région africaine de l'OMS, 175 dans la région des Amériques, 100 dans la région européenne, 81 dans la région du Pacifique occidental et 11 dans la région de l'Asie du Sud-Est". Dans le rapport, il a été noté que "les notifications des pays à l'OMS concernant les cas de variole Mpox ont diminué et que les données mondiales actuelles sont estimées inférieures au nombre réel de cas". Le document indique également que "96% des cas confirmés dans la région africaine ont été signalés en République démocratique du Congo (RDC)". La maladie, pour laquelle il n'existe pas de méthode de traitement spécifique, est traitée avec des médicaments antiviraux.

EL-OUED

Plus de 5.800 nouveaux inscrits à l’université

Plus de 5.816 nouveaux inscrits devront rejoindre l'université Chahid Hamma Lakhdar à El-Oued, au titre de la saison universitaire 2024/2025, a-t-on appris mardi des responsables de cette institution de l'enseignement supérieur. Ils représentent le nombre total des bacheliers orientés vers les 21 filières dispensés au niveau des facultés de cette université, traduisant la satisfaction de leurs vœux d'inscription universitaire, a assuré le chargé de communication à l'université d'El-Oued, Khe-lifa Gâayed. Les nouveaux inscrits sont répartis sur huit facultés, à savoir celles des Sciences humaines et sociales (1.028 inscrits), Lettres et langues (850), Sciences économiques, gestion et sciences commerciales (800), Sciences de la nature et de la vie (798), Technologies (654), Sciences exactes (604), Droit et sciences politiques (567) et Sciences islamiques (515), a-t-il détaillé. L'université d'El-Oued, qui avait été renforcée l'an dernier d'une annexe de la faculté de médecine de l'université de Batna et d'une école supérieure d'agriculture saharienne, verra aussi ses effectifs enseignants consolidés cette année de 43 postes budgétaires ouverts aux diplômés de doctorat. Au moins 221 enseignants avaient rejoint le staff pédagogique au titre de la précédente saison universitaire, rappelle M. Gaayed. L'université Chahid Hamma Lakhdar devra accueillir au titre de la nouvelle saison universitaire (2024/2025) un effectif global de près de 50.000 étudiants, toutes filières confondues, a-t-il conclu.

MER MÉDITERRANÉE

Les records de température de 2023 déjà atteints

Les eaux de la mer Méditerranée ont de nouveau atteint les records de chaleur enregistrés à l'été 2023, a annoncé mardi le principal centre de recherches maritimes espagnol, avec des canicules marines, dangereuses pour les écosystèmes, qui dépassent par endroits 30 C en surface. Le 11 août, la température médiane quotidienne de la surface de la mer Méditerranée a atteint 28,67 C, proche du record de 28,71 C mesuré le 24 juillet 2023", a indiqué aux médias, Justino Martinez, chercheur de l'Institut des sciences de la mer (ICM) de Barcelone et de l'institut catalan ICATMAR. Ces relevés préliminaires sont issus des données

satellitaires de l'Observatoire européen Copernicus qui remontent jusqu'à 1982. Pour la deuxième année consécutive, les eaux du bassin méditerranéen, l'un des "points chauds" du réchauffement climatique, sont ainsi plus chaudes que la médiane de 28,25 C mesurée le 23 août 2003, le précédent record qui avait tenu vingt ans. "Ce qui est remarquable n'est pas tant d'atteindre un maximum sur un jour donné, mais d'observer une longue période de températures aussi élevées, même sans battre de record", a commenté Justino Martinez. "Depuis 2022, les températures de surface sont élevées sur une longue période de façon anormale, même

quand on prend en compte le contexte du changement climatique", a-t-il ajouté. Le niveau de 2023 est toutefois atteint "plus de quinze jours plus tard et habituellement les températures de surface baissent à partir de la fin août", tempère le scientifique. La région méditerranéenne, frappée en juillet, comme en 2023, par plusieurs canicules et de violents incendies de forêts en Grèce, est depuis longtemps classée comme un "point chaud" (hotspot) du changement climatique par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) des Nations unies.

LG présentera sa vision du «prochain chapitre de la maison IA» à l’IFA 2024

Sous le thème « Expérience, maison intelligente affectueuse », l'exposition IFA de LG mettra en avant la vision de la société en matière de « maison IA » et d'appareils alimentés par l'IA. LG Electronics (LG) invite les consommateurs du monde entier à Berlin, en Allemagne, pour découvrir ses dernières innovations

en matière d'appareils électroménagers IA à l'IFA 2024, qui se tiendra du 6 au 10 septembre. Sous le thème Expérience, maison intelligente affectueuse, l'entreprise présentera sa vision complète et inspirante du prochain chapitre de la maison IA. Sur le stand de grande envergure de LG, situé dans le hall 18 du Messe Berlin, les visiteurs pour-

ront découvrir la qualité de vie améliorée rendue possible par la gamme diversifiée de solutions domotiques IA de l'entreprise. En plus de présenter ses dernières offres alimentées par une intelligence affectueuse, LG démontrera ses progrès considérables dans la réalisation de la maison IA du futur et réaffirmera son ferme engagement à mener une nou-

velle ère d'innovation IA. Ceux qui ne peuvent pas assister à l'IFA en personne peuvent toujours tout apprendre sur la présentation des appareils électroménagers IA de LG grâce à la vidéo du stand LG, qui sera disponible sur la chaîne YouTube mondiale de LG (www.youtube.com/@LGGlobal) à partir du 6 septembre.

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

182 pièces de monnaie anciennes récupérées à Ain Defla

Des pièces de monnaie anciennes en argent, de grande valeur historique, ont été récupérées par les services de sécurité de la wilaya d'Ain Defla, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Dans le cadre des efforts déployés pour protéger le patrimoine culturel, les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Ain Defla, ont procédé à la saisie et à la récupération des biens culturels de

"grande valeur historique", représentés par deux collections monétaires en argent qui remontent à l'ère islamique moyenne. Ces pièces de monnaie historique, mettent en valeur une partie importante de l'histoire de l'Algérie, qui remonte à l'ère islamique moyenne, selon le communiqué. Réitérant ses efforts pour assurer une formation de qualité et spécialisée au profit des services de sécurité, le ministère de la Culture et des

Arts considère que la récupération de ces biens culturels "reflète l'engagement du secteur en faveur de la coopération et la coordination étroite avec tous les services de sécurité" pour lutter contre les atteintes liés au patrimoine culturel. Le ministère appelle, à ce propos, tous les citoyens à coopérer avec les autorités compétentes pour contribuer à la récupération et à la protection du patrimoine culturel algérien.

TIMIMOUN

Nouveaux projets pour améliorer le réseau électrique

De nouveaux projets ont été retenus en faveur de la wilaya de Timimoun, dans le but d'améliorer le réseau d'électricité, notamment durant la saison estivale, a-t-on appris mardi de la direction locale de l'Energie et des Mines. Ces opérations portent sur la réalisation d'un réseau de 700 km devant connecter la wilaya aux réseaux Nord et Sud, en plus de la prise en charge urgente des zones enregistrant des faiblesses de tension, à travers les daïras de Tinerkouk, Cherouine, Ougrout et Timimoun, a précisé le directeur du secteur, Seddik Oussif. Une opération de recensement des zones en quête d'extension du réseau d'électricité à travers l'en-

semble des communes et daïras de la wilaya est également projetée, à l'effet d'inscrire de nouveaux projets d'électrification et développer le réseau de la wilaya, a-t-il annoncé. La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) s'engage aussi à soutenir l'opération d'électrification des périmètres agricoles, en coordination avec les secteurs concernés, a ajouté M.Oussif. De plus, la centrale électrique de Talmine sera dotée de quatre (4) nouveaux générateurs, de deux (2) mégawatts chacun, susceptibles de renforcer le réseau de la région et remédier aux récurrentes perturbations que connaît la région en période des fortes chaleurs, assure-t-il. Les

projets retenus pour la wilaya comprennent, en outre, la réalisation d'une nouvelle connexion électrique reliant sur 110 km Timimoun à Talmine en vue de sécuriser le réseau, ainsi que le lancement du projet d'une ligne électrique entre Timimoun, Ouled-Aïssa et Adjedir via les ksour de Tala et Guentour. Le wali de Timimoun, Benamar Souana, a appelé à accélérer les travaux de réalisation du nouveau siège de la Sonelgaz, de dix (10) logements de fonction et des entrepôts de matériels, avant d'inviter les jeunes à s'impliquer dans les projets de développement énergétique par le montage de micro-entreprises.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 14 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

